

2022-0834

Reçu le

19 MAI 2022

Direction générale des
services techniques

DEPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE

-

TOURS METROPOLE VAL-DE-LOIRE

-

Enquête publique relative au projet de règlement local de publicité intercommunal

**Enquête publique réalisée du 22 mars 2022 au 21 avril 2022, en vertu de l'arrêté n° 2022/15
pris par le Président de Tours Métropole Val-de-Loire le 17 février 2022**

ANNEXES DU RAPPORT D'ENQUETE

Jean-Jacques ROUSSEAU
Président

Alain VAN KEYMEULEN
Membre titulaire

Yves CORBEL
Membre titulaire

Liste des annexes du rapport d'enquête

- Arrêté du président de Tours Métropole Val-de-Loire du 17 février 2022 prescrivant l'enquête publique relative au projet de règlement local de publicité intercommunal (RLPi)
- Texte de l'avis d'enquête
- Avis d'enquête paru dans le journal « la Nouvelle République – édition Indre-et-Loire » du 3 mars 2022
- Avis d'enquête paru dans le journal « la Nouvelle République Dimanche 37 » du 6 mars 2022
- Avis d'enquête paru dans le journal « la Nouvelle République – édition Indre-et-Loire » du 25 mars 2022
- Avis d'enquête paru dans le journal « la Nouvelle République Dimanche 37 » du 27 mars 2022
- Procès-verbal de synthèse du 26 avril 2022
- Réponse de Tours Métropole Val-de-Loire du 9 mai 2022
- Complément de réponse de Tours Métropole Val-de-Loire du 10 mai 2022

TOURS MÉTROPOLE VAL DE LOIRE

ARRÊTÉ N° 2022/15



Objet : Organisation de l'enquête publique du projet d'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI) de Tours Métropole Val de Loire

Le Président de Tours Métropole Val de Loire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L581-14 et suivants,

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 153-19 et R. 153-8,

Vu la délibération du conseil métropolitain du 18 décembre 2018 prescrivant l'élaboration du règlement local de publicité intercommunal et définissant les modalités de concertation mises en œuvre à l'occasion de cette procédure,

Vu la délibération du conseil métropolitain du 8 novembre 2021 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de règlement local de publicité intercommunal,

Vu la décision du président du tribunal administratif d'Orléans n°E21000137 / 45 en date du 16 décembre 2021 désignant la commission d'enquête composée de trois membres pour l'enquête publique relative au projet de Règlement Local de Publicité Intercommunal,

Vu le dossier d'enquête publique,

Monsieur Frédéric AUGIS, agissant en qualité de président de Tours Métropole Val de Loire,

ARRETE :

ARTICLE 1 : Objet et dates de l'enquête publique

Une enquête publique est organisée afin d'informer le public et de recueillir ses observations et propositions relatives au projet d'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal de Tours Métropole Val de Loire.

S'inscrivant sous l'empire de la loi Grenelle II et de la loi CAP du 7 juillet 2016, le projet de RLPI arrêté définit des principes communs applicables à toute publicité, enseigne ou préenseigne située sur le territoire métropolitain.

Il instaure par ailleurs 4 zones de publicité (ZP) : les ZP1, 2 et 3 concernent les 17 communes appartenant à l'unité urbaine de Tours, tandis que la ZP4 concerne exclusivement les 5 communes hors unité urbaine de Tours. Les restrictions à l'installation de publicités sont graduées en

fonction des ambiances paysagères couvertes par ces zones.

Cette enquête publique se déroulera à partir du 22 mars 2022 à 9h au 21 avril 2022 à 12h inclus (soit un total de 31 jours).

ARTICLE 2 : Décision susceptible d'être prise à l'issue de l'enquête publique

Au terme de cette enquête, le projet de Règlement Local de Publicité Intercommunal, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, pourra être approuvé par délibération du conseil métropolitain de Tours Métropole Val de Loire.

ARTICLE 3 : Commission d'enquête

Pour cette enquête publique, le tribunal administratif d'Orléans a constitué une commission d'enquête composée de Monsieur Jean-Jacques ROUSSEAU, ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement en retraite (président), et de Messieurs Alain VAN KEYMEULEN, officier de l'armée de terre en retraite et Yves CORBEL, ingénieur divisionnaire des travaux des eaux et forêts en retraite (membres titulaires).

En cas d'empêchement de Monsieur Jean-Jacques ROUSSEAU, la présidence de la commission sera assurée par Monsieur Alain VAN KEYMEULEN, premier membre titulaire de la commission.

ARTICLE 4 : Dossier d'enquête publique

Pendant toute la durée de l'enquête définie à l'article 1er ci-dessus, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, sur support papier et sur un poste informatique, au siège de la Métropole, située (60 avenue Marcel Dassault 37200 Tours) et dans les 22 mairies membres de la Métropole, seront tenus à la disposition du public :

- le dossier d'enquête publique;
- les registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par la commission d'enquête,

Les pièces du dossier d'enquête publique seront également disponibles sur le site internet de Tours Métropole Val de Loire, à l'adresse : www.tours-metropole.fr

ARTICLE 5 : Présentation des observations

Au siège de la Métropole et dans les 22 mairies des communes membres de la Métropole, le dossier d'enquête est accompagné d'un registre d'enquête, sur lequel les observations ou propositions du public peuvent être consignées. Un accès gratuit au dossier est également garanti par un poste informatique.

Les observations et propositions peuvent également être adressées à l'attention de M. le président de la commission d'enquête :

- soit par courrier adressé par voie postale à l'adresse suivante :
M. Jean-Jacques ROUSSEAU – Président de la commission d'enquête
Elaboration du RLPI de Tours Métropole Val de Loire
60 avenue Marcel Dassault
37206 TOURS CEDEX 3 ;

- soit par voie électronique dont l'objet du mail précisera « enquête publique relative à l'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal de Tours Métropole Val de Loire – observations à l'attention

du Président de la commission d'enquête » à l'adresse enquetepublique-rlpi@tours-metropole.fr

Ces observations devront être reçues à partir du début de l'enquête publique soit le 22 mars 2022 à 9h et avant la clôture de cette même enquête soit le 21 avril 2022 à 12h.

Toutes les contributions du public (courriers remis aux membres de la commission d'enquête lors des permanences, courriels et contributions inscrites dans les registres) seront consultables au siège de la Métropole, siège de l'enquête publique, et sur son site : www.tours-metropole.fr

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la Direction des Infrastructures de Tours Métropole Val de Loire dès la publication du présent arrêté. Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

ARTICLE 6 : Permanences de la commission d'enquête

La commission d'enquête se tiendra à la disposition du public, sans rendez-vous, pour recevoir ses observations écrites ou orales lors des permanences qu'elle tiendra aux dates, heures et lieux suivants :

- au siège de Tours Métropole Val de Loire, le mardi 22 mars 2022 de 9h00 à 13h00,
- à la mairie de Savonnières, le mardi 29 mars 2022 de 9h00 à 12h00,
- à la mairie de Saint-Cyr-sur-Loire, le samedi 2 avril 2022 de 9h00 à 12h00,
- à la mairie de Joué-lès-Tours, le samedi 9 avril 2022 de 9h00 à 12h00,
- à la mairie de Tours, le mercredi 13 avril 2022 de 14h00 à 17h00,
- à la mairie de Saint-Pierre-des-Corps, le jeudi 14 avril 2022 de 14h00 à 17h00,
- à la mairie de Luynes le mercredi 20 avril 2022 de 9h00 à 12h00,
- au siège de Tours Métropole Val de Loire, le jeudi 21 avril 2022 de 9h00 à 12h00.

ARTICLE 7 : Rapport et conclusions de la commission d'enquête

Dès sa réception et durant un an à compter de la clôture de l'enquête, le rapport de la commission d'enquête ainsi que ses conclusions motivées seront consultables au siège de la Métropole et dans les mairies des communes membres, ainsi que sur leurs sites internet.

ARTICLE 8 : COVID - 19

Les mesures sanitaires suivantes liées à la Covid – 19 seront mises en place et respectées pendant toute la durée de l'enquête publique :

- Mesures de distanciation sociale (respect d'une distance d'au moins 1m entre les personnes), gel hydroalcoolique et port du masque obligatoire ;
- Chaque administré devra porter un masque et se munir d'un stylo s'il souhaite apporter des remarques au registre.

ARTICLE 9 : Informations complémentaires

Toute information complémentaire relative au projet de règlement local de publicité intercommunal de Tours Métropole Val de Loire peut être demandée auprès de Monsieur le Président :

- par courrier adressé à Tours Métropole Val de Loire – Direction des Infrastructures
60 avenue Marcel Dassault 37206 TOURS CEDEX 3 ;
- par mail à l'adresse : enquetepublique-rlpi@tours-metropole.fr
- par téléphone au 02 47 80 11 80

Fait à TOURS, le 17 FEV. 2022

Le Président de Tours Métropole Val de Loire,

Frédéric AUGIS

The image shows a circular official stamp of Tours Métropole Val de Loire. The stamp features a central emblem with a castle and the text 'Tours Métropole Val de Loire' around the perimeter. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in black ink, which appears to be 'F. AUGIS'.

**AVIS
D'ENQUÊTE PUBLIQUE
ELABORATION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL
DE TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE**

Par arrêté n° 2022/15 en date du 17 Février 2022, le Président de la Métropole a prescrit l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique relative à l'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI) de Tours Métropole Val de Loire.

Le RLPI régleme la installation des publicités sur le territoire métropolitain en instaurant quatre zones de publicité (ZP), aux protections graduées selon la sensibilité paysagère, patrimoniale, architecturale des lieux. Il définit également des règles relatives aux enseignes.

Tours Métropole Val de Loire, représentée par son Président, est l'autorité en charge de l'élaboration du RLPI. Au terme de cette enquête publique, le projet de RLPI, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, pourra être approuvé par délibération du Conseil métropolitain.

L'enquête publique se déroulera au siège de Tours Métropole Val de Loire, situé 60 avenue Marcel Dassault à Tours, siège de la présente enquête publique, durant 31 jours :

du mardi 22 mars 2022 à 9h00

au jeudi 21 avril 2022 à 12h00

aux jours et heures d'ouverture suivants : **du lundi au jeudi, de 8h15 à 17h30 et de 8h15 à 17h le vendredi** où chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations sur le registre d'enquête. Un dossier identique et un registre d'enquête seront déposés dans les 22 mairies des communes membres de la Métropole et consultables aux horaires d'ouverture au public.

Le dossier sera consultable sur le site internet : www.tours-metropole.fr

Monsieur Jean-Jacques ROUSSEAU (ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement en retraite), a été désigné président de la commission d'enquête. Messieurs Alain VAN KEYMEULEN, officier de l'armée de terre en retraite et Yves CORBEL, ingénieur divisionnaire des travaux des eaux et forêts en retraite en sont membres titulaires.

Les observations pourront être adressées par écrit, avant la clôture de l'enquête, à M. le président de la commission d'enquête - élaboration du RLPI de Tours Métropole Val de Loire - 60 avenue Marcel Dassault 37206 TOURS CEDEX 3, ou par voie électronique dont l'objet du mail précisera « enquête publique relative à l'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal – observations à l'attention du président de la commission d'enquête » à l'adresse : enquetepublique-rlpi@tours-metropole.fr

Ces observations seront transmises à la commission d'enquête, jointes au registre et retransmises sur le site internet de Tours Métropole Val de Loire.

Un accès gratuit au dossier est également garanti sur un poste informatique installé au siège de Tours Métropole Val de Loire aux jours et heures précités d'ouverture des services, ainsi que dans les mairies.

Toute information complémentaire relative au projet de Règlement Local de Publicité Intercommunal peut être demandée auprès de Monsieur le Président :

- Par courrier adressé à Tours Métropole Val de Loire, 60 avenue Marcel Dassault 37206 TOURS CEDEX 3
- Par mail à l'adresse : enquetepublique-rlpi@tours-metropole.fr
- Par téléphone à 02 47 80 11 80

Les personnes intéressées pourront obtenir communication du dossier d'enquête publique, à leur demande et à leurs frais, dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations :

- au siège de Tours Métropole Val de Loire, le mardi 22 mars 2022 de 9h00 à 13h00,
- à la mairie de Savonnières, le mardi 29 mars 2022 de 9h00 à 12h00,
- à la mairie de Saint-Cyr-sur-Loire, le samedi 2 avril 2022 de 9h00 à 12h00,
- à la mairie de Joué-lès-Tours, le samedi 9 avril 2022 de 9h00 à 12h00,
- à la mairie de Tours, le mercredi 13 avril 2022 de 14h00 à 17h00,
- à la mairie de Saint-Pierre-des-Corps, le jeudi 14 avril 2022 de 14h00 à 17h00,
- à la mairie de Luynes le mercredi 20 avril 2022 de 9h00 à 12h00,
- au siège de Tours Métropole Val de Loire, le jeudi 21 avril 2022 de 9h00 à 12h00.

Le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront consultables au siège de la Métropole, sur le site internet de la Métropole et l'information sera relayée dans chaque mairie dès leur réception et durant un an à compter de la clôture de l'enquête.

UKRAINE

Emmanuel Macron confirme la fermeté face à l'agression

PAGE 42

LES PORTES
GRANDES
OUVERTES

DU 2 AU 13 MARS 2022

48, avenue Gustave-Eiffel
TOURS-NORD
02 47 43 53 44
contact.tours.nord@tryba.fr

JUSQU'À
-20%
SUR VOS FENÊTRES,
PORTES ET VOILETS

TRYBA
CONCEPTS - FABRIQUE - INSTALLATION

Jeudi
3 mars 2022
Indre-et-Loire

la Nouvelle République

lanouvellerepublique.fr

1,20 €
n° 23557

Notre article...

La Métropole promet 350 km de pistes cyclables

sur lanr.fr

Le TVB en finale : un immense exploit !

PAGES 34 ET 35



Dans une salle Grenon en fusion, le Tours VB a terrassé Belchatow pour se qualifier en finale de la Coupe CEV. (Photo NR, Hugues Le Guellec)

DISPARITION

J.-P. Pernaut star populaire du 13 Heures

PAGE 48

TOURS

Le trafic d'armes passe par le Sanitas

PAGE 4

INDRE-ET-LOIRE

L'accueil des réfugiés se prépare

PAGE 5

LOCHOIS

La disparition brutale de Mike Sadler

PAGE 21

FOOTBALL

Omar da Fonseca précise sa vision pour le Tours FC

PAGE 36

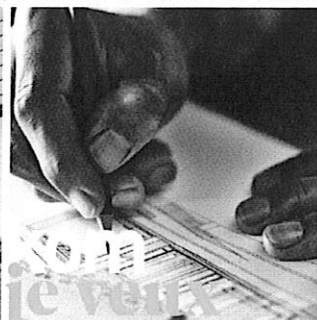


(Photo NR, Julien Pruvost)

R 27666 - 0303 - 1,20 € 37



PERGOLAS, STORES, FENÊTRES, VOILETS, PORTES, PORTAILS ET PORTES DE GARAGE



PORTES OUVERTES
DU 5 AU 13 MARS
Ouvert les dimanches 6 et 13 mars

Du 25 février au 19 mars 2022

-15%
sur tous
les produits*

VERRIER STORES ET FENÊTRES
ZAC DE LA LIOIDIÈRE
37300 JOUE-LES-TOURS
02 47 800 052

komilfo
Votre conseiller stores et fenêtres

*Offre non cumulable avec toute autre promotion. Hors travaux, prestations, pose, dépannage, devis et commandes en cours. Hors fenêtres de toit et agencement. Voir dates en magasin.

villégiatures

MER

Fouras (17), loue maison 6 personnes, confort, 150 m mer, commerces, dispo semaine, quinzaine, juillet à octobre, sauf semaines 29 à 32. Tél. 02.47.53.55.53 HR

X Marennes-Plage, loue mobil-home 4 places, climatisé, lave-linge, lave-vaisselle, machine Dolce-Gusto, 100 m mer, piscine, terrain boules, jeux enfants, tout équipé, terrain privatif, libre mai/juin, juillet/août, septembre. 06.65.02.26.49

Royan-Pontallac, plage à 400 m, mer à 200 m, appartement T2 au 1er étage, séjour avec canapé BZ, coin repas, kitchenette avec lave-vaisselle, four micro-ondes, réfrigérateur-congélateur, lave-linge, chambre avec placard-penderie, salle d'eau, WC, loggia avec salon de jardin, parking, toutes salons, 250 à 500 euros/semaine, Tél. 06.19.79.18.65.

X Saint-Palais-sur-Mer (17420), 50 m plage, plein centre, loue maison tout confort 4 personnes, jardin, parking privé, tarifs selon périodes. mariefrancebois.nard@orange.fr ou 06.61.92.21.65

X Meschers (17), loue mobil-home 6 couchages, 2 wc, clim, TV, lave-linge, terrasse couverte, piscine, plage proximité. 06.22.44.51.11



Saint Hilaire de Riez, plages, votre cottage au bord de la mer. Venez choisir votre résidence 2 ou 3 chambres à 49 000 €. Dans une résidence privée. Visites & Infos : 02 51 54 59 22. RCS 489333963



Vendée, Saint Jean de Monts, Sur un camping 100% résidentiel ouvert toute l'année, plage et commerces à pieds, mobil-home IRM CONFORT 6 couchages sur parcelle aménagée, acquis neuf en 2016, 42 000 €. Dispo de suite 19 000 € entièrement équipé. 02 51 54 59 22 † RCS 489333963

MONTAGNE

Mont-Dore, près centre-ville, 2 adultes/2 enfants, plein sud, 2ème étage, ascenseur, tout confort, lave-vaisselle, four, TV/DVD, parking privé, à partir 260 euros semaine selon période. 06.76.54.87.77 / 02.43.84.31.35

VILLE DE CHINON
AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

M. Jean-Luc DUPONT - Maire - Place du Général-de-Gaulle, 37500 Chinon, tél. : 02 47 93 53 00.

SIRET 21370072700018

L'avis implique un marché public.

Objet : mission de maîtrise d'œuvre. Réaménagement de la place Mirabeau à Chinon.

Procédure : procédure adaptée.

Forme du marché : prestation divisée en lots : non.

Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Remise des offres : 18/03/22 à 16h00 au plus tard.

Envoi à la publication le : 28/02/2022.

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur : <https://www.pro-marchespublics.com>

Marchés publics sup. à 90 000 Euros

La Roche-Posay

Ville de La Roche-Posay

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

M. Yannick TARTARIN - Maire - Place de la République, 86270 La Roche-Posay, Tél : 05 49 86 20 59, Siret 21860207600018

Référence acheteur : 2022.02.28-00007

L'avis implique un marché public.

Objet : Le présent marché a pour objet des travaux d'aménagement - Rue des Chaumettes - ZA Les Chaumettes - La Roche-Posay

Procédure : Procédure adaptée.

Forme du marché : Prestation divisée en lots : non.

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération. 60% Valeur technique de l'offre appréciée à l'aide du mémoire technique. 40% Prix

Remise des offres : 25/03/22 à 12h00 au plus tard.

Envoi à la publication le : 28/02/2022.

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <http://www.pro-marchespublics.com>

ANNONCES LÉGALES

Enquêtes publiques



AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

ELABORATION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL DE TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE

Par arrêté n° 2022/15 en date du 17 Février 2022, le Président de la Métropole a prescrit l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique relative à l'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI) de Tours Métropole Val de Loire.

Le RLPI réglemente l'installation des publicités sur le territoire métropolitain en instaurant quatre zones de publicité (ZP), aux protections graduées selon la sensibilité paysagère, patrimoniale, architecturale des lieux. Il définit également des règles relatives aux enseignes.

Tours Métropole Val de Loire, représentée par son Président, est l'autorité en charge de l'élaboration du RLPI. Au terme de cette enquête publique, le projet de RLPI, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, pourra être approuvé par délibération du Conseil de la Métropole.

L'enquête publique se déroulera au siège de Tours Métropole Val de Loire, situé 60 avenue Marcel Dassault à Tours, siège de la présente enquête publique, durant 31 jours :

du mardi 22 mars 2022 à 9h00 au jeudi 21 avril 2022 à 12h00
aux jours et heures d'ouverture suivants : du lundi au jeudi, de 8h15 à 17h30 et de 8h15 à 17h le vendredi où chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations sur le registre d'enquête. Un dossier identique et un registre d'enquête seront déposés dans les 22 mairies des communes membres de la Métropole et consultables aux horaires d'ouverture au public. Le dossier sera consultable sur le site internet : www.tours-metropole.fr

Monsieur Jean-Jacques ROUSSEAU (ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement en retraite), a été désigné président de la commission d'enquête. Messieurs Alain VAN KEYMEULEN, officier de l'armée de terre en retraite et Yves CORBEL, ingénieur divisionnaire des travaux des eaux et forêts en retraite en sont membres titulaires.

Les observations pourront être adressées par écrit, avant la clôture de l'enquête, à M. le président de la commission d'enquête - élaboration du RLPI de Tours Métropole Val de Loire - 60 avenue Marcel Dassault 37206 TOURS CEDEX 3, ou par voie électronique dont l'objet du mail précisera « enquête publique relative à l'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal - observations à l'attention du président de la commission d'enquête » à l'adresse : enquetepublique-rpi@tours-metropole.fr

Ces observations seront transmises à la commission d'enquête, jointes au registre et retransmises sur le site internet de la Métropole Val de Loire.

Un accès gratuit au dossier est également garanti sur un poste informatique installé au siège de Tours Métropole Val de Loire aux jours et heures précités d'ouverture des services, ainsi que dans les mairies.

Toute information complémentaire relative au projet de Règlement Local de Publicité Intercommunal peut être demandée auprès de Monsieur le Président :

Par courrier adressé à Tours Métropole Val de Loire, 60 avenue Marcel Dassault 37206 TOURS CEDEX 3

- Par mail à l'adresse : enquetepublique-rpi@tours-metropole.fr

- Par téléphone à 02 47 80 11 80

Les personnes intéressées pourront obtenir communication du dossier d'enquête publique, à leur demande et à leurs frais, dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations.

- au siège de Tours Métropole Val de Loire, mardi 22 mars 2022 de 9h à 12h

- à la mairie de Savonnières, le mardi 29 mars 2022 de 9h à 12h

- à la mairie de Saint-Cyr-sur-Loire, le samedi 2 avril 2022 de 9h à 12h

- à la mairie de Joué-lès-Tours, le samedi 9 avril 2022 de 9h à 12h

- à la mairie de Tours, le mercredi 13 avril 2022 de 14h à 17h

- à la mairie de Saint-Pierre-des-Corps, le jeudi 14 avril 2022 de 14h à 17h

- à la mairie de Luyon, le mercredi 20 avril 2022 de 14h à 17h

- au siège de Tours Métropole Val de Loire, le jeudi 21 avril 2022 de 9h à 12h

Le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront consultables au siège de la Métropole, sur le site internet de la Métropole et l'information sera relayée dans chaque mairie dès leur réception et durant un an à compter de la clôture de l'enquête.

Vie de sociétés

CENTRE INTERPROFESSIONNEL D'INDRE ET LOIRE

Société civile immobilière au capital de 163 882 €
Siège : 13 rue de Buffon 37000 TOURS
310239173 RCS de TOURS

Par décision de l'AGO du 21/10/2021, il a été décidé de :
- nommer Gérard M. BRINDEL Frédéric 13 rue buffon 37000 TOURS en remplacement de M. ROUXEL Etienne en fin de mandat.
- nommer Gérard M. FLEURY Sandrine 13 rue buffon 37000 TOURS.
Mention au RCS de TOURS



AVOCAT et notaire honoraire
Tours - Paris - Blois
www.duvivieretassocies.fr

GP IMMO - Société Civile Immobilière au capital de 160 € - 57 rue du Colombier - 37000 SAINT PIERRE DES CORPS - 835 304 981 RCS TOURS. L'assemblée générale mixte du 10 décembre 2021 a pris acte de la démission de Monsieur Tristan GUYOT de son poste de cogérant, à effet du même jour, et a décidé de ne pas pourvoir à son remplacement.

légales et officielles

Pour publier vos annonces légales et avis de marchés publics dans la Nouvelle République, NRDC, Centre Presse et autres presses habilitées :
E-mail : aof@nr-communication.fr - Tél : 02 47 60 62 10
NR Communication - 26, rue Alfred-de Musset
BP 81228 - 37012 Tours Cedex 1

Pour saisir ou consulter une annonce légale : www.nr-legales.com
Pour consulter un avis de marchés publics : www.pro-marchespublics.com

MARCHÉS PUBLICS ET PRIVÉS

Marchés publics inf. à 90 000 Euros



Région Centre Val de Loire

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

M. François Bonneau, Président, DPECS, 9, rue Saint-Pierre-Lentin, CS 94117, 45041 Orléans - Cedex 1. Tél. 02.38.70.30.30. SIRET 23450002300028.

Référence acheteur : 21SGTX01/02.

L'avis implique un marché public.

Objet : Lycée Paul-Louis-Courier à Tours (37) - Rénovation de la zone de Production de la Demi-Pension (Relance du lot n° 5).

Procédure : procédure adaptée.

Forme du marché : prestation divisée en lots : oui.

Lot n° 5 : CHAUFFAGE, VENTILATION, PLOMBERIE

Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Remise des offres : 29/03/22 à 12 h au plus tard.

Envoi à la publication le : 01/03/2022.

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <http://achats.regioncentre-valde Loire.fr>



AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

M. Jean-Luc Triollet - Directeur général, 7, rue de la Milletière, 37080 Tours - 2.

SIRET 78159824800032

Référence acheteur : 2414

L'avis implique un marché public.

Objet : Neuville-le-Roi - Beauregard 3 - Construction de 4 logements locatifs (Habitat Seniors).

Procédure : procédure adaptée.

Forme du marché : prestation divisée en lots : oui.

Lot n° 01 : MAÇONNERIE

Lot n° 02 : CHARPENTE BOIS

Lot n° 03 : COUVERTURE ARDOISE NATURELLE

Lot n° 04 : MENUISERIE EXTÉRIEURE ALU

Lot n° 05 : MENUISERIE INTÉRIEURE BOIS

Lot n° 06 : PLÂTRERIE ISOLATION

Lot n° 07 : PEINTURE

Lot n° 08 : SOLS COLLÉS - CARRELAGE - FAÏENCE

Lot n° 09 : CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE

Lot n° 10 : ÉLECTRICITÉ - TÉLÉVISION

Lot n° 11 : VRD - ESPACES VERTS

Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Remise des offres : 29/03/22 à 20h00 au plus tard.

Envoi à la publication le : 01/03/2022.

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Cette consultation bénéficie du Service DUME. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur : <https://www.valtourainehabitat.fr/espace-professionnel-1>



www.pro-marchespublics.fr

GAGNEZ EN PERFORMANCE...

ne passez pas à côté d'un appel d'offres !

Inscrivez-vous gratuitement à l'alerte mail sur le nouveau site internet du groupe La Nouvelle République :

www.pro-marchespublics.fr

Entreprises,
artisans,
PME, PMI...

Consultation gratuite des
marchés publics et privés
locaux et régionaux

Alerte mail gratuite avec vos
critères de choix

Centre Presse

Membre du groupe
francemarchés.com

la Nouvelle
République



(Photo NR, Mariella Esvant)

UKRAINE
Les premiers
réfugiés arrivent
en Indre-et-Loire

PAGES 2, 3 ET 13

COUP DE POUCE POUR L'EMPLOI

PROFESSIONNELS & PARTICULIERS

PUBLIEZ GRATUITEMENT VOS OFFRES D'EMPLOI

Rendez-vous sur www.coupdepouce-emploi.fr

Dépôt avant le 21 mars

dimanche 6 mars 2022 Indre-et-Loire

la Nouvelle République

lanouvellerepublique.fr

1,20 € n° 791

VOLLEY-BALL
Le Tours VB assure à Cannes

JOURNAL DES SPORTS



(Photopqr Nice-Matin)

Près de 2.000 teufeurs réunis en Sud Touraine

PAGE 4



Malgré l'interdiction préfectorale, les organisateurs ont réussi à s'installer sur un terrain d'Yzeures-sur-Creuse. (Photo NR, Bruno Bouchet)

COURÇAY
Collision : trois blessés graves

PAGE 4

INDRE-ET-LOIRE
La photographie qui sublime le handicap

PAGE 5

LOCHOIS
Deux stars des années 1970 enregistrent

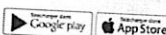
PAGE 7

ÇA VA FAIRE L'ACTU
Jack Kerouac road trip littéraire

PAGE 17

Avec l'appli NR,
rester connecté à l'info
est un jeu d'enfant.

la Nouvelle République.fr



sommaire

Télévision	9
Courses	10 et 11
Drôle de semaine	15
Les métiers anciens	18
Musiciens contemporains	19
Météo	22
Jeux	23
Un lieu, une histoire	24

R 28345 - 0306 - 1,20 € 37



ALTANOT NOTAIRES CONSEILS

6 bis Boulevard Béranger
37000 Tours

CESSION DE FONDS DE

COMMERCE

Suivant acte reçu par Me Philippe DAVY, Notaire à Tours le 21 février 2022 enregistré au SIE de TOURS 1, dossier n° 20220010428 ref. 20220355.

La société SARL ALCADIS, société à responsabilité limitée au capital de 10.000 €, dont le siège est à Tours (37100), 1699 rue des Douets, immatriculée au RCS de TOURS sous le numéro 841 349 624.

A cédé à

La SAS BAKRI, société par actions simplifiée, au capital de 500 €, immatriculée au RCS de TOURS sous le numéro 887 640 910.

Son fonds de commerce de sandwicherie froide, dépôt de pain, épicerie (produits de première nécessité), Pizzeria qui exploitait à Tours (37000), 4 Place Jean Bouin.

Cette vente a été consentie au prix de 12.000 €, avec entrée en jouissance au 21 février 2022.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les formes légales dans les dix jours de la dernière en date des insertions prévues par la loi, en l'office notarial ALTANOT NOTAIRES CONSEILS, 6 bis Boulevard Béranger (37000) Tours, ou domicile est élu à cet effet.

Pour avis.

Enquêtes publiques



AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

ELABORATION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL DE TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE

Par arrêté n° 2022/15 en date du 17 février 2022, le Président de la Métropole a prescrit l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique relative à l'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI) de Tours Métropole Val de Loire.

Le RLPI réglemente l'installation des publicités sur le territoire métropolitain en instaurant quatre zones de publicité (ZP), aux protections graduées selon la sensibilité paysagère, patrimoniale, architecturale des lieux. Il définit également des règles relatives aux enseignes.

Tours Métropole Val de Loire, représentée par son Président, est l'autorité en charge de l'élaboration du RLPI. Au terme de cette enquête publique, le projet de RLPI, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, pourra être approuvé par délibération du Conseil métropolitain.

L'enquête publique se déroulera au siège de Tours Métropole Val de Loire, situé 60 avenue Marcel Dassault à Tours, siège de la présente enquête publique, durant 31 jours : du mardi 22 mars 2022 à 9h00 au jeudi 21 avril 2022 à 12h00.

aux jours et heures d'ouverture suivants : du lundi au jeudi, de 8h15 à 17h30 et de 8h15 à 17h le vendredi où chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations sur le registre d'enquête. Un dossier identique et le registre d'enquête seront déposés dans les 22 mairies des communes membres de la Métropole et consultables aux horaires d'ouverture au public. Le dossier sera consultable sur le site internet : www.tours-metropole.fr

Monsieur Jean-Jacques ROUSSEAU (ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement en retraite), a été désigné président de la commission d'enquête. Messieurs Alain VAN KEYMEULEN, officier de l'armée de terre en retraite et Yves CORBEL, ingénieur divisionnaire des travaux des eaux et forêts en retraite en sont membres titulaires.

Les observations pourront être adressées par écrit, avant la clôture de l'enquête, à M. le président de la commission d'enquête - élaboration du RLPI de Tours Métropole Val de Loire - 60 avenue Marcel Dassault 37206 TOURS CEDEX 3, ou par voie électronique dont l'objet du mail précisera « enquête publique relative à l'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal - observations à l'attention du président de la commission d'enquête » à l'adresse : enquetepublique-rlpi@tours-metropole.fr

Ces observations seront transmises à la commission d'enquête, jointes au registre et retransmises sur le site internet de Tours Métropole Val de Loire.

Un accès gratuit au dossier est également garanti sur un poste informatique installé au siège de Tours Métropole Val de Loire aux jours et heures précités d'ouverture des services, ainsi que dans les mairies.

Toute information complémentaire relative au projet de Règlement Local de Publicité Intercommunal peut être demandée auprès de Monsieur le Président :

- Par courrier adressé à Tours Métropole Val de Loire, 60 avenue Marcel Dassault 37206 TOURS CEDEX 3

- Par mail à l'adresse : enquetepublique-rlpi@tours-metropole.fr

- Par téléphone à 02 47 80 11 80

Les personnes intéressées pourront obtenir communication du dossier d'enquête publique, à leur demande et à leurs frais, dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations :

- au siège de Tours Métropole Val de Loire, mardi 22 mars 2022 de 9h à 12h

- à la mairie de Savonnières, le mardi 29 mars 2022 de 9h à 12h

- à la mairie de Saint-Cyr-sur-Loire, le samedi 2 avril 2022 de 9h à 12h

- à la mairie de Joué-lès-Tours, le samedi 9 avril 2022 de 9h à 12h

- à la mairie de Tours, le mercredi 13 avril 2022 de 14h à 17h

- à la mairie de Saint-Pierre-des-Corps, le jeudi 14 avril 2022 de 14h à 17h

- à la mairie de Luynes le mercredi 20 avril 2022 de 9h à 12h

au siège de Tours Métropole Val de Loire, le jeudi 21 avril 2022 de 9h à 12h

Le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront consultables au siège de la Métropole, sur le site internet de la Métropole et l'information sera relayée dans chaque mairie dès leur réception et durant un an à compter de la clôture de l'enquête.

PREFECTURE D'INDRE ET LOIRE

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Une enquête publique est ouverte du mardi 22 mars 2022 à 8h30 au mercredi 20 avril 2022 à 12h30 sur la commune de Sèpmes relativement à la demande d'autorisation environnementale présentée par la société PARC EOLIEN DE SEPME S.A.S. en vue de la création d'un parc éolien composé de cinq aérogénérateurs et de deux postes de livraison au lieu-dit « Les Maisons Rouges » à Sèpmes (ZC 6 à 9, ZC 18 et 19, ZH 11).

Les Informations relatives à l'enquête publique et les observations et propositions émises par le public par voie électronique sont mises en ligne sur le site internet de la préfecture d'Indre-et-Loire :

<http://www.indre-et-loire.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques-en-cours>

Le dossier est déposé en mairie de Sèpmes où il est également consultable sur un poste informatique. Il est tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête aux horaires habituels, excepté toute fermeture exceptionnelle, du mardi au vendredi de 8h30 à 12h30 et les samedis de 9h à 12h.

Un registre est ouvert en mairie de Sèpmes pour que le public y présente ses observations et propositions qui peuvent également être formulées par courrier au commissaire enquêteur adressé en mairie de Sèpmes, ou sur l'adresse électronique pref-indre-et-loire.gouv.fr en précisant « enquête PARC EOLIEN SEPME S.A.S. ».

Le commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif d'Orléans est M. Luc DIAS, officier supérieur de l'armée de terre en retraite.

Il se tiendra à la disposition du public en mairie de Sèpmes

le mardi 22 mars 2022 de 8h30 à 11h30, le samedi 2 avril 2022 de 9h à 12h, le mardi 12 avril 2022 de 9h à 12h et le mercredi 20 avril 2022 de 9h30 à 12h30.

A l'issue de la procédure, la préfète d'Indre-et-Loire sera amenée à prendre un arrêté préfectoral d'autorisation ou, le cas échéant, un arrêté de rejet, pour la demande d'autorisation environnementale présentée par la société PARC EOLIEN DE SEPME S.A.S.

Toute personne pourra, après l'enquête publique, prendre connaissance, dès réception, en préfecture d'Indre-et-Loire, en mairie de Sèpmes et sur le site internet des services de l'Etat en Indre-et-Loire du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, pendant une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête.

La personne responsable du dossier faisant l'objet de la présente enquête publique est Mme Marion LEMOIGNE (téléphone : 07 67 64 20 09 - courriel : m.lemoine@davidenergies.eu).

Selon les dispositions de l'article R. 123-9 du code de l'environnement, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de l'autorité compétente.

Compte tenu de l'épidémie de covid-19, cette enquête publique se fera dans le respect des gestes barrières et de mesures de distanciation physique définies en annexe de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

Divers

CDC HABITAT SOCIAL (SA D'HLM)

En application des articles L. 443-12, R. 443-12 et D443-12-1 du CCH, Vend 4 maisons à Joué-lès-Tours (37300) Résidence Clos Saint Léger 1 : UG 60112, 44 rue Agnès Sorel, T3 de 63 m², parcelle de 207 m²

DPE : D - Classe Climat : D; montant estimé des dépenses annuelles d'énergie pour un usage standard : entre 802 € et 1 084 €, année de référence 2021

Prix : 129 000 € ; UG 60093, 30 rue Agnès Sorel, T4 de 91 m², parcelle de 273 m²

DPE : C - Classe Climat : C; montant estimé des dépenses annuelles d'énergie pour un usage standard : entre 833 € et 1 127 €, année de référence 2021

Prix : 170 000 € ; UG 60086, 25 rue Blanche de Castille, T4 de 91 m², parcelle de 447 m²

DPE : D - Classe Climat : E; montant estimé des dépenses annuelles d'énergie pour un usage standard : 1 142 €, année de référence 2015.

Prix : 175 000 € ; UG 60074, 14 rue Agnès Sorel, T5 de 103 m², parcelle de 291 m² DPE :

D - Classe Climat : E; montant estimé des dépenses annuelles d'énergie pour un usage standard : 1 208 €, année de référence 2015.

Prix : 185 000 € "hors frais de notaire et bancaires. Contact : CDC HABITAT Ventes - Christelle DE OLIVEIRA Tél : 09 72 13 02 95 - christelle.deoliveira@cdc-habitat.fr. Date limite de remise des offres : 05/04/2022. Les offres (lettre d'intention d'achat) doivent être adressées par courriel (christelle.deoliveira@cdc-habitat.fr) ou par courrier RAP (CDC Habitat GIE Ventes - Mme Christelle DE OLIVEIRA 33 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris) la date de réception pouvant être prise en compte pour l'attribution du logement.

273 m²

291 m² DPE :

D - Classe Climat : E; montant estimé des dépenses annuelles d'énergie pour un usage standard : 1 208 €, année de référence 2015.

Prix : 185 000 € "hors frais de notaire et bancaires. Contact : CDC HABITAT Ventes - Christelle DE OLIVEIRA Tél : 09 72 13 02 95 - christelle.deoliveira@cdc-habitat.fr. Date limite de remise des offres : 05/04/2022. Les offres (lettre d'intention d'achat) doivent être adressées par courriel (christelle.deoliveira@cdc-habitat.fr) ou par courrier RAP (CDC Habitat GIE Ventes - Mme Christelle DE OLIVEIRA 33 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris) la date de réception pouvant être prise en compte pour l'attribution du logement.

273 m²

291 m² DPE :

D - Classe Climat : E; montant estimé des dépenses annuelles d'énergie pour un usage standard : 1 208 €, année de référence 2015.

Prix : 185 000 € "hors frais de notaire et bancaires. Contact : CDC HABITAT Ventes - Christelle DE OLIVEIRA Tél : 09 72 13 02 95 - christelle.deoliveira@cdc-habitat.fr. Date limite de remise des offres : 05/04/2022. Les offres (lettre d'intention d'achat) doivent être adressées par courriel (christelle.deoliveira@cdc-habitat.fr) ou par courrier RAP (CDC Habitat GIE Ventes - Mme Christelle DE OLIVEIRA 33 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris) la date de réception pouvant être prise en compte pour l'attribution du logement.

273 m²

291 m² DPE :

D - Classe Climat : E; montant estimé des dépenses annuelles d'énergie pour un usage standard : 1 208 €, année de référence 2015.

Prix : 185 000 € "hors frais de notaire et bancaires. Contact : CDC HABITAT Ventes - Christelle DE OLIVEIRA Tél : 09 72 13 02 95 - christelle.deoliveira@cdc-habitat.fr. Date limite de remise des offres : 05/04/2022. Les offres (lettre d'intention d'achat) doivent être adressées par courriel (christelle.deoliveira@cdc-habitat.fr) ou par courrier RAP (CDC Habitat GIE Ventes - Mme Christelle DE OLIVEIRA 33 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris) la date de réception pouvant être prise en compte pour l'attribution du logement.

273 m²

291 m² DPE :

D - Classe Climat : E; montant estimé des dépenses annuelles d'énergie pour un usage standard : 1 208 €, année de référence 2015.

Prix : 185 000 € "hors frais de notaire et bancaires. Contact : CDC HABITAT Ventes - Christelle DE OLIVEIRA Tél : 09 72 13 02 95 - christelle.deoliveira@cdc-habitat.fr. Date limite de remise des offres : 05/04/2022. Les offres (lettre d'intention d'achat) doivent être adressées par courriel (christelle.deoliveira@cdc-habitat.fr) ou par courrier RAP (CDC Habitat GIE Ventes - Mme Christelle DE OLIVEIRA 33 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris) la date de réception pouvant être prise en compte pour l'attribution du logement.

273 m²

Avis d'obsèques

LUANT
BELABRE
VENDEOEUURES

Yvette, son épouse ; Michel et Myriam, Laurence et Franck, Eric et Isabelle, Fabrice et Magali, ses enfants ; Ses petits-enfants et ses arrière-petites-filles, Ses belles-sœurs et ses beaux-frères, Ainsi que toute la famille et ses amis, Ont la douleur de vous faire part du décès de

Monsieur
Georges DESCOUTURES

AC FNACA

survenu à l'âge de 84 ans. La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 9 mars 2022, à 10 heures, en l'église de Luant. Pas de plaques, fleurs naturelles seulement.

La famille remercie à l'avance toutes les personnes qui s'associeront à sa peine et tout particulièrement le Docteur BASSABI, ses infirmières à domicile, toutes les personnes qui l'ont soigné et aidé dans ses dernières années ainsi que les Familles Rurales.

PF Marbrerie Renaud, Villedieu - 02.54.26.51.39

235403

BETZ-LE-CHATEAU

Ariette MIGNÉ, son épouse ; Ses enfants et leurs conjoints, Ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants, Ainsi que toute la famille, Ont la tristesse de vous faire part du décès de

Monsieur Étienne MIGNÉ

survenu à l'âge de 85 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 7 mars 2022, à 14 h 30, en l'église de Betz-le-Château, suivie de l'inhumation au cimetière.

M. MIGNÉ repose à la chambre funéraire Legrand, 16 rue de l'Eglise, à Ligué. Pas de plaque, une urne sera à votre disposition pour la fondation de France afin de soutenir la population Ukrainienne.

La famille remercie par avance toutes les personnes qui s'associeront à sa peine et plus particulièrement le personnel de l'ADMR, du SIAD, de Muriel, des voisins, et du personnel de l'EHPAD de La Celle-Guenand pour leur dévouement.

PF Legrand Funéplus, Ligué - 02.47.59.60.99

235404

LA PEYRATTE

Béatrice GABARD, son épouse ; Aurélie GABARD et Nicolas, Clément GABARD et Jessica, ses enfants ; Lucas et Hugo, ses petits-enfants ; M. et Mme Joseph GABARD, ses parents ; Mme Nicole SUPRIEN, sa belle-mère ; M. Paul SUPRIEN ; Ses frères, ses sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, Ses neveux et nièces, Ainsi que l'ensemble de la famille, Ont la douleur de vous faire part du décès de

Jean-Joseph GABARD

dit "Jeannot"

survenu à l'âge de 59 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 8 mars 2022, à 15 heures, en l'église de La Peyratte, suivie de l'inhumation au cimetière de cette même commune.

Jean-Joseph repose à la chambre mortuaire des Rocs, à La Peyratte.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille remercie par avance toutes les personnes qui s'associeront à sa peine.

PF Dager, La Maison des Obsèques, Parthenay

235398

Prévention du suicide
vies37.psrc.fr

NOUÂTRE

Jean-Claude, Marie-Hélène, Jocelyne et Joël, ses enfants et leurs époux ; Peggy, Laurent et Fabien, ses petits-enfants et leurs conjoints ; Léa, Lou et Ambre, ses arrière-petites-filles, Ainsi que toute la famille, Ont la tristesse de vous faire part du décès de

Madame Suzanne LARCHER

née BARANGER

survenu à l'âge de 94 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 9 mars 2022, à 10 heures, en l'église de Nouâtre, suivie de l'inhumation au cimetière.

La famille remercie l'ensemble du personnel Confiez-nous, l'UPAD de Sainte-Maure-de-Touraine ainsi que le Docteur SERBAN pour leur gentillesse et leur dévouement.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

PF Champigny, Ste-Maure - 02.47.65.68.06

235405

MONTOIRE-SUR-LE-LOIR

Mme Florence ROULLIER, sa fille ainsi que ses fils Jérôme et Grégory ; M. et Mme Philippe et Muriel ROULLIER, son fils et sa belle-fille ainsi que leurs enfants, Théo, Thomas et Ode ; Jeanine, Guy, Colette, Christiane, Arlette, ses frères et sœurs, Et toute la famille, Vous font part du décès de

Madame Suzanne ROULLIER

survenu à l'âge de 89 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 7 mars 2022, à 10 heures, en l'église de Montoire, suivie de la crémation au crématorium de Blois, à 15 heures.

La famille remercie à l'avance toutes les personnes qui s'associeront à son deuil.

PF Picard, Montoire-sur-le Loir - 02.54.85.01.90

235408

MIREBEAU

Mathéo et Clara, ses enfants ; Élodie, son épouse ; Lysiane et Luca, ses parents ; Isabelle, sa sœur ; Colette, sa grand-mère, Ainsi que toute la famille, Ont la douleur de vous faire part du décès de

Teddy GOVINDIN

survenu à l'aube de ses 36 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 9 mars 2022, à 10 h 30, en l'église de Mirebeau.

Teddy repose à la chambre funéraire Barraud, à Mirebeau.

Fleurs naturelles uniquement.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

PF Barraud, Mirebeau - 05.49.50.47.77

235410

CLION-SUR-INDRE

Solange MARTEAU, son épouse ; Eliane PERREAU (†), Bernard et Annick MARTEAU, Mireille MARTEAU, Bernadette et Dominique VILPOU, Annick et Jean GAURON, Rolande et Stéphane ESPIRE, ses enfants ; Ses petits-enfants et ses arrière-petits-enfants ; Michel MARTEAU, son frère, Ainsi que toute la famille, Vous font part du décès de

Monsieur Roger MARTEAU

survenu dans sa 98^{ème} année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 8 mars 2022, à 10 h 30, en l'église de Clion.

La famille remercie à l'avance toutes les personnes qui s'associeront à sa peine, et tout particulièrement le Docteur Marina GAIMON, les infirmières de Clion, le personnel du SSAD et de Familles Rurales pour leur gentillesse et leur dévouement.

PF Châtillonnaises, Châtillon - 02.54.38.83.80

235401



(Photo NR, Alexandre Salle)

MAILLÉ La guerre ravive le souvenir du massacre

PAGE 3



Jean-Pierre PERNAUT

Édition spéciale

Magazine de 52 pages

Retrouvez la vie de cette star
du 13 heures, aimé de tous les français
depuis plus de 30 ans...

ACTUELLEMENT EN VENTE



Vendredi
25 mars 2022

Indre-et-Loire

la Nouvelle République

1,20 €
n° 23576

lanouvellerepublique.fr

Notre vidéo...

Présidentielle :
ils collent
des affiches
à vélo

sur lanr.fr

Apajh 37 : le président sort de son silence

INDRE-ET-LOIRE
104 kilomètres
à contresens
sur l'A85

PAGE 4

PAGE 2

TOURS

**Tram : le tracé
par Jean-Royer
refait surface**

PAGE 10



(Photo NR, J. P.)

ROCHECORBON

**Un piéton
meurt fauché
par une voiture**

PAGE 4

BASKET

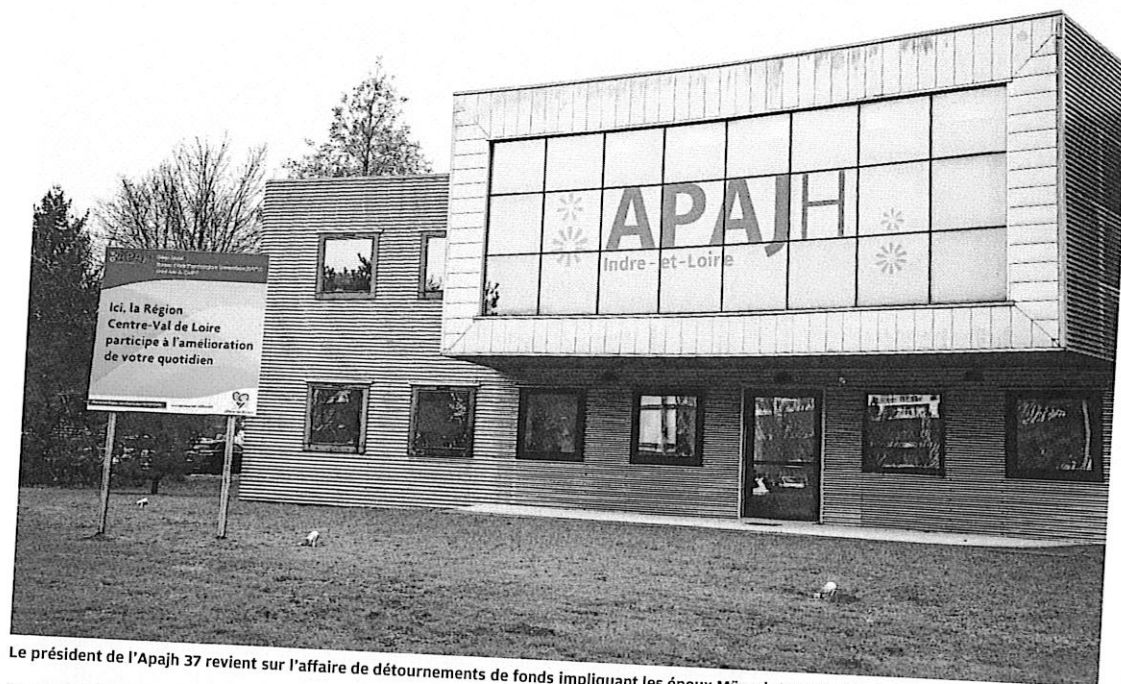
**Le Tours MB veut
sa revanche
sur Denain**

PAGE 35

VOLLEY-BALL

**Le Tours VB
veut vite
rebondir**

PAGE 33



Le président de l'Apajh 37 revient sur l'affaire de détournements de fonds impliquant les époux Münsch-Masset. (Photo NR, Julien Pruvost)

DU 25 MARS AU 25 AVRIL

**LIQUIDATION TOTALE
LIQUIDATION TOTALE DU STOCK!**

Chateau d'Aix®
FABRICANT DE SALONS

210, avenue Grand-Sud
(à côté de MacDonald)
CHAMBRAY-LÈS-TOURS
02 19 03 51 98

R 27666 - 0325 - 1,20 € 37





AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

ELABORATION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE
INTERCOMMUNAL DE TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE

Par arrêté n° 2022/15 en date du 17 février 2022, le Président de la Métropole a prescrit l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique relative à l'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI) de Tours Métropole Val de Loire.

Le RLPI réglemente l'installation des publicités sur le territoire métropolitain en restaurant quatre zones de publicité (ZP), aux protections graduées selon la sensibilité paysagère, patrimoniale, architecturale des lieux. Il définit également des règles relatives aux enseignes.

Tours Métropole Val de Loire, représentée par son Président, est l'autorité en charge de l'élaboration du RLPI. Au terme de cette enquête publique, le projet de RLPI, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, pourra être approuvé par délibération du Conseil métropolitain.

L'enquête publique se déroulera au siège de Tours Métropole Val de Loire, situé 60 avenue Marcel Dassault à Tours, siège de la présente enquête publique, durant 31 jours :

du mardi 22 mars 2022 à 9h00 au jeudi 21 avril 2022 à 12h00

aux jours et heures d'ouverture suivants : du lundi au jeudi, de 8h15 à 17h30 et de 8h15 à 17h le vendredi où chacun pourra prendre connaissance du dossier et constater ses observations sur le registre d'enquête. Un dossier identique et un registre d'enquête seront déposés dans les 22 mairies des communes membres de la Métropole et consultables aux horaires d'ouverture au public. Le dossier sera consultable sur le site internet : www.tours-metropole.fr

Monsieur Jean-Jacques ROUSSEAU (ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement en retraite), a été désigné président de la commission d'enquête. Messieurs Alain VAN KEYMEULEN, officier de l'armée de terre en retraite et Yves CORBEL, ingénieur divisionnaire des travaux des eaux et forêts en retraite en sont membres titulaires.

Les observations pourront être adressées par écrit, avant la clôture de l'enquête, à M. le président de la commission d'enquête - élaboration du RLPI de Tours Métropole Val de Loire - 60 avenue Marcel Dassault 37206 TOURS CEDEX 3, ou par voie électronique dont l'objet du mail précisera « enquête publique relative à l'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal - observations à l'attention du président de la commission d'enquête » à l'adresse : enquete@tours-metropole.fr

Ces observations seront transmises à la commission d'enquête, jointes au registre et retrasmises sur le site internet de Tours Métropole Val de Loire.

Un accès gratuit au dossier est également garanti sur un poste informatique installé au siège de Tours Métropole Val de Loire aux jours et heures précités d'ouverture des services, ainsi que dans les mairies.

Toute information complémentaire relative au projet de Règlement Local de Publicité Intercommunal peut être demandée auprès de Monsieur le Président :

- Par courrier adressé à Tours Métropole Val de Loire, 60 avenue Marcel Dassault 37206 TOURS CEDEX 3

- Par mail à l'adresse : enquete@tours-metropole.fr

- Par téléphone à 02 47 80 11 80

Les personnes intéressées pourront obtenir communication du dossier d'enquête publique, à leur demande et à leurs frais, dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations :

- au siège de Tours Métropole Val de Loire, mardi 22 mars 2022 de 9h à 12h

- à la mairie de Savonnières, le mardi 29 mars 2022 de 9h à 12h

- à la mairie de Saint-Cyr-sur-Loire, le samedi 2 avril 2022 de 9h à 12h

- à la mairie de Joué-lès-Tours, le samedi 9 avril 2022 de 9h à 12h

- à la mairie de Tours, le mercredi 13 avril 2022 de 14h à 17h

- à la mairie de Saint-Pierre-des-Ormes, le jeudi 14 avril 2022 de 14h à 17h

- à la mairie de Luynes le mercredi 20 avril 2022 de 9h à 12h

- au siège de Tours Métropole Val de Loire, le jeudi 21 avril 2022 de 9h à 12h

Le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront consultables au siège de la Métropole, sur le site internet de la Métropole et l'information sera relayée dans chaque mairie dès leur réception et durant un an à compter de la clôture de l'enquête.

Divers



SCP BERTRAND ET GRANDON Notaires

associés

46 BOULEVARD CHARLES DE GAULLE
37540 ST CYR SUR LOIRE

ENVOI EN POSSESSION

Madame Michèle Bernadette Emilienne, FAULCON, demeurant à TOURS (Indre-et-Loire), 95 rue Groison, née à VERNON, née le 11 avril 1935, décédée à TOURS, le 5 décembre 2021, a institué un ou plusieurs légataires universels, par testament en date du 12 décembre 2011, déposé au rang des minutes de Me Mireille GRANDON, notaire à SAINT CYR SUR LOIRE, 46 Boulevard Charles de Gaulle suivant procès-verbal dont la copie authentique a été reçue par le tribunal de grande instance de TOURS le 10 mars 2022.

Les oppositions seront reçues dans le délai d'un mois à compter de la date de réception de la copie authentique par le greffe du Tribunal judiciaire de TOURS, entre les mains du Notaire chargé du règlement de la succession : Me Mireille GRANDON, notaire à SAINT CYR SUR LOIRE, 46 Boulevard Charles de Gaulle.



SELARL Bruno LUTHIER, Laurent LUTHIER

et Myriam PENIN-MAILLET

Notaires Associés
Rond-Point du 30 août 1944 - 36500 BUZANCAIS
Nouveau mail : selaril.luthier.penin@notaires.fr

AVIS DE SAISINE DE LEGATAIRE UNIVERSEL

DELAI D'OPPOSITION Article 1007 du Code civil Article 1378-1 Code de procédure civile Loi n°2016-1547 du 28 septembre 2016

Suivant testament olographe en date du 21 août 2019,

Monsieur Paul LEVRIER, en son vivant retraité, demeurant à LOCHES (37600) 10 rue Geneviève Chaumay, né à PARIS 10ème ARRONDISSEMENT (75010), le 21 juillet 1934, veuf de Madame Joséphine RAHMANIAN et non remarié, décédé à LOCHES (37600) (FRANCE), le 19 janvier 2022 a consenti un legs universel.

Ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Laurent LUTHIER, Notaire au sein de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée dénommée « Bruno LUTHIER, Laurent LUTHIER et Myriam PENIN-MAILLET, notaires associés », titulaire d'un Office Notarial à BUZANCAIS (Indre), Rond-Point du 30 Août 1944, le 22 mars 2022, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine.

Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Maître Laurent LUTHIER, notaire à BUZANCAIS (36500) Rond-Point du 30 août 1944, référence CRPCN : 36011, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de TOURS de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

Pour insertion
Le notaire

MARCHÉS PUBLICS ET PRIVÉS

Marchés publics inf. à 90 000 Euros



Tours Métropole Val de Loire

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

Direction des Achats et de la Commande publique, 60, avenue Marcel-Dassault, CS 30651, 37206 Tours - 3. Tél. 02.47.80.12.00.

Objet : résorption de deux points durs à la navigation sur la Loire.

Procédure : procédure adaptée.

Remise des offres : 20/04/22 à 16 h 00 au plus tard.

Envoi à la publication : le 22/03/2022.

Pour retrouver cet avis intégral, déposer un pli, allez sur <http://www.pro-marchespublics.com>



Commune de Courcelles-de-Touraine

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

Commune de Courcelles-de-Touraine - 37330.

Objet de la consultation : révision du plan local d'urbanisme de la commune de Courcelles-de-Touraine.

Type de procédure : procédure adaptée ouverte.

Date et heure limite de remise des plis : 15 avril 2022, à 12 heures.

Retrait du DCE, renseignements complémentaires, dépôt des plis : <https://webmarche.solaire.ecia.fr>

Envoi à la publication : 18 mars 2022.

Marchés publics sup. à 90 000 Euros



Communauté de communes

Loches Sud Touraine

AVIS DE PUBLICITÉ

M. Gérard HENAU, président, 12, avenue de la Liberté, 37600 Loches. Tél. : 02.47.91.93.91.

Mél : florence.magnol@lochesudsourtaine.com

Web : <http://www.pro-marchespublics.com>

SIRET 20007158700014.

Groupe de commandes : non.

Principales activités : services généraux des administrations publiques.

L'avis implique l'établissement d'un Accord-Cadre.

Durée : N.C.

Accord-cadre avec un seul opérateur.

Objet : fourniture de bacs roulants pour la collecte des déchets.

Référence acheteur : 2022/12/13.

Type de marché : fournitures.

Procédure : procédure adaptée ouverte.

Technique d'achat : Accord-Cadre.

Lieu de livraison : quai de transfert de La Celle-Guenand - pièce de la Magrière, RD 50, 37350 La Celle-Guenand.

Description : fourniture de bacs roulants pour la collecte des déchets.

Classification CPV : principale : 44613800 - Conteneurs à déchets.

Forme de la procédure : prestation divisée en lots : non.

Les variantes sont exigées : non.

Identification des catégories d'acheteurs intervenant : services généraux des administrations publiques.

Valeur estimée hors TVA : 200 000,00 euros.

Conditions de participation

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Aptitude à exercer l'activité professionnelle : liste et description succincte des conditions : se référer au Règlement de la consultation.

Marché réservé : non.

Réduction du nombre de candidats : non.

La consultation comporte des tranches : non.

Possibilité d'attribution sans négociation : oui.

Visite obligatoire : non.

Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

60 % valeur technique de l'offre appréciée à l'aide du mémoire technique, 40 % prix.

L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur : oui.

Présentation des offres par catalogue électronique : interdite.

Remise des offres : 21/04/2022 à 16 h 30 au plus tard.

Envoi à la publication le : 22/03/2022.

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie matérialisée. Cette consultation bénéficie du Service DUME. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <http://www.pro-marchespublics.com>

Direction Interrégionale
des Services Pénitentiaires de Dijon

AVIS DE MARCHÉ

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Dijon. Correspondant : Rougeol Joëlle, 72 A, rue d'Auxonne, B.P. 13331, 21033 Dijon Cedex. Tél. 03.80.65.05.59. Courriel : joelle.barraut@justice.fr

Objet du marché : programme personnalisé d'accompagnement à l'insertion professionnelle dans les établissements de la DISP de Dijon.

Lieux d'exécution : SPIP du Cher (18), SPIP de la Côte d'Or (21), SPIP du Doubs et du Jura (25-39), SPIP d'Eure-et-Loir (28), SPIP de l'Indre (36), SPIP d'Indre-et-Loire (37), SPIP du Loir-et-Cher (41), SPIP du Loiret (45), SPIP de la Nièvre (58), SPIP de la Haute-Saône et du territoire de Belfort (70-90), SPIP de la Saône-et-Loire (71), SPIP de l'Yonne (89).

Caractéristiques principales : la date prévisionnelle de notification est prévue en juin 2022 - durée initiale du marché est de 12 mois fermes - reconductible 3 fois 1 an. Marché en procédure adaptée.

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (services) : il s'agit d'un marché alloué, à bon de commande sans minimum, pour un montant maximal de 1 400 000€ HT. Le montant annuel indicatif est estimé à 300 000 € HT (valeur non contractuelle).

Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération. Prix des prestations : 35 %. Valeur technique : 65 % (moyens humains (25 %) / mise en œuvre du programme (20 %) / réseaux de partenaires internes ou externes (10 %) / sécurisation des parcours dedans-dehors (10 %)).

Date limite de réception des offres : 5 mai 2022 à 17 h 30.

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements.

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : DISPIJONUAMP2201.

Renseignements complémentaires : pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur demande à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gov.fr>

Renseignement(s) administratif(s) : Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Dijon, Unité des achats et marchés publics, 72 A, rue d'Auxonne, BP 13331, 21033 Dijon Cedex. Mme Joëlle Rougeol, tél. 03.80.65.05.59. Et/ou M. Karim Mahi-Moussa, tél. 03.45.34.10.86.

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels : à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gov.fr> ; aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

Conditions de remise des offres ou des candidatures : le pouvoir adjudicateur autorise la réception de plis uniquement par voie électronique à l'adresse suivante <http://www.marches-publics.gov.fr> sous la référence DISPIJONUAMP2201.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 21 mars 2022.

Entreprises, artisans, PME, PMI...

GAGNEZ EN PERFORMANCE...
ne passez pas à côté d'un appel d'offres !

Inscrivez-vous gratuitement à l'alerte mail sur le nouveau site internet du groupe La Nouvelle République :

www.pro-marchespublics.fr

- Consultation gratuite des marchés publics et privés locaux et régionaux
- Alerte mail gratuite avec vos critères de choix

la Nouvelle République

Membre du groupe francemarchés.com

Centre Presse

Comment faites-vous pour accéder aux marchés publics dans votre région ?

www.pro-marchespublics.fr

En permanence, consultez les appels d'offre en cours. Et mettez vous en alerte mail !



(Photo AFP)

CYCLISME
Roue Tourangelle :
Nacer Bouhanni
parmi les favoris

JOURNAL DES SPORTS

COUP DE POUCE POUR L'EMPLOI
Des centaines d'offres d'emploi
Les secteurs qui recrutent
Formation et apprentissage
Les conseils pour réussir

1 SITE 1 SUPPLÉMENT

Rendez-vous sur
www.lanouvellerepublique.fr

dimanche
27 mars 2022
Indre-et-Loire

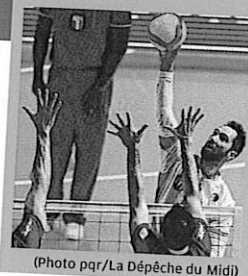
la Nouvelle République

lanouvellerepublique.fr

1,20 €
n° 794

VOLLEY-BALL
Le TVB passe
d'un rien
en Coupe

JOURNAL DES SPORTS



(Photo pqr/La Dépêche du Midi)

Ces (très) chers animaux de compagnie

PAGE 3



Un chien coûterait à son maître le double de son prix d'achat la première année ! Un joli business en Indre-et-Loire. (Photo archives NR, J. Pruvost)

INDRE-ET-LOIRE
Archéologue :
entre patience
et passion

PAGE 2

TOURS
Voyage dans
les coulisses
du CCCOD

PAGE 5

INDRE-ET-LOIRE
L'œnotourisme
est dans l'air
du temps

PAGE 4

ÇA VA FAIRE L'ACTU
Des nouveaux
billets de banque
en 2024

PAGE 17

LA ROUE TOURANGELLE
CENTRE - VAL DE LOIRE

Château Renault 13h15
Tours 18h15

Speakers
Daniel MANGEAS
& Damien MARTIN

20^{ème} édition
202 km
ÉPREUVE EN LIGNE

www.larouetourangelle.com

dimanche 27 mars 2022

En ouverture : Course Cadets Trophée Madiot
Langeais 13h30 - Tours 14h30

Direct télévisé vers 16h45

Partenaires : Hilton Garden Inn, EXEO, McDonald's, FAYETTE, BRICO MARCHE, CA, O, Gamm vert, etc.

sommaire

Télévision	9
Courses	10 et 11
Drôle de semaine	15
Les métiers anciens	18
Musiciens contemporains	19
Météo	22
Jeux	23
Un lieu, une histoire	24

R 28345 - 0327 - 1,20 € 37



Commission d'enquête
Jean-Jacques ROUSSEAU
Alain VAN KEYMEULEN
Yves CORBEL

Tours, le 26 avril 2022

Monsieur le Président
de Tours Métropole Val-de-Loire
60 avenue Marcel Dassault
37206 TOURS Cedex 3

Objet : enquête publique relative au projet
de règlement local de publicité intercommunal

Monsieur le Président,

Conformément aux dispositions de l'article R123-18 du code de l'environnement, vous trouverez ci-dessous le procès-verbal de synthèse des observations émises au cours de l'enquête publique relative au projet de règlement local de publicité intercommunal, ouverte le mardi 22 mars 2022 et clôturée le jeudi 21 avril 2022.

La commission d'enquête a été désignée par la décision n° E 21000137/45 du 16 décembre 2021, signée par Madame la Présidente déléguée du Tribunal administratif d'Orléans.

Les permanences ont été tenues conformément aux directives de votre arrêté du 17 février 2022 prescrivant l'enquête publique.

Elles se sont déroulées aux dates suivantes :

Dates	Lieux	Heures de permanence
22 mars 2022	Siège de Tours Métropole	9h00 - 13h00
29 mars 2022	Mairie de Savonnières	9h00 - 12h00
2 avril 2022	Mairie de Saint-Cyr-sur-Loire	9h00 - 12h00
9 avril 2022	Mairie de Joué-les-Tours	9h00 - 12h00
13 avril 2022	Mairie de Tours	14h00 - 17h00
14 avril 2022	Mairie de Saint-Pierre-des-Corps	14h00 - 17h00
20 avril 2022	Mairie de Luynes	9h00 - 12h00
21 avril 2022	Siège de Tours Métropole	9h00 - 12h00

La consultation a donc été clôturée le jeudi 21 avril 2022 à 12h00 et vous trouverez, ci-après, l'état des différentes observations formulées par le public.

Avant d'évoquer les résultats de cette consultation, nous constatons que l'enquête s'est déroulée dans des conditions satisfaisantes et a rencontré une faible participation du public. Nous soulignons, par ailleurs que le projet est globalement reconnu conforme à la réglementation par les diverses autorités administratives qui se sont exprimées préalablement à l'enquête publique.

Le bilan de la consultation est le suivant :

- La commission d'enquête a reçu trois visites durant les permanences (deux visites au siège de la métropole (Paysages de France et Aquavit 37) et une visite à la mairie de Luynes (Union de la Publicité Extérieure).

- Au total, quinze contributions (neuf émanant de particuliers, trois provenant de professionnels de la publicité extérieure et trois émanant d'associations de protection de l'environnement) ont été formulées.

Les observations sont résumées dans le procès-verbal annexé au présent courrier.

Conformément aux dispositions de l'article R.123-18 du code de l'environnement, nous vous demandons de bien vouloir produire les remarques ou observations que vous estimez nécessaires au travers d'un mémoire en réponse, dans un délai maximum de quinze jours, après réception de ce courrier.

Ce document complétera et clôturera cette consultation. L'ensemble des éléments en réponse aidera ensuite la commission d'enquête à trouver la proposition la plus équilibrée à la formulation de son avis sur le projet, avant de la transmettre, dans les délais prescrits, avec la documentation requise, à vous-même, ainsi qu'à monsieur le Président du Tribunal administratif d'Orléans.

En attendant de vous lire à ce sujet, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos respectueuses salutations.

Pour la commission d'enquête.

Le Président,

Jean-Jacques ROUSSEAU

Remis le 26 avril 2022

à Madame Bettina PHILIPPS
Directrice des Infrastructures
de Tours Métropole Val-de-Loire

PROCES-VERBAL DE SYNTHESE

I – Observations émanant de la population :

- Madame Suzanne DIJON de Notre Dame d'Oé (mel du 15 avril 2022) :
Madame DIJON considère que « *l'économie d'énergie commande d'interdire les publicités lumineuses et numériques* » et pose la question : « *comment convaincre les enfants dans les écoles et les particuliers de faire de petits gestes pour l'environnement si l'enseigne lumineuse près de chez eux est allumée toute la journée ?* » Par ailleurs, elle considère que les publicités numériques situées près de ronds-points très chargés sont également dangereuses pour les usagers de la route et cite, à titre d'exemple, « *celles près du Rond-Point "du KFC" (et du Royal Buffet, boulangerie Ange...) à Tours Nord* ». A St-Cyr-sur-Loire, elle mentionne « *un point noir farci de grandes enseignes, gâchant des zones arborées, vertes, ceci vers la rocade Ouest* ». Elle conclut en affirmant : « *On ne peut pas revendiquer faire partie du Patrimoine mondial de l'Unesco (la vallée de la Loire...) et accepter des publicités, bâches, ou enseignes de grandes tailles. Rien de cela ne profite à la population* ».

- Monsieur Noël BOUSSOT (mel du 16 avril 2022) :
Monsieur BOUSSOT est « *totalement opposé à toute augmentation de la publicité dans la ville de Tours et des villes limitrophes et notamment des publicités lumineuses* ». Il affirme que « *nombres de panneaux sont déjà illégaux car l'information municipale servant de prétexte n'existe pas* » et que « *tous ces panneaux publicitaires polluent les villes et ne servent que les intérêts des annonceurs... aux dépens des petits commerces de proximité* ». Il constate que « *dans nombres de villes on éteint l'éclairage entre 23h et 04h pour des raisons à la fois économique mais également écologiques, pour diminuer la pollution nocturne et l'impact sur la faune et voilà que la publicité se permet de faire tout le contraire pour occuper le terrain et s'imposer à la vue de milliers de personnes qui n'ont rien à faire de tous ces messages de surconsommation* ». Il conclut en demandant de diminuer le nombre et la surface des panneaux et d'interdire les panneaux lumineux.

- Monsieur et Madame TOPRAKKAYA de Joué-les-Tours (mel du 19 avril 2022):
Monsieur et Madame TOPRAKKAYA s'opposent au projet de RLPI, car « *il occasionnerait très considérablement une baisse de notre pouvoir d'achat, en tant que particulier par ces temps qui s'avèrent déjà bien compliqués, et c'est la raison pour laquelle nous nous y opposons fermement* ». Ils précisent que « *notre affiche représente pour nous un revenu supplémentaire qui nous permet de pallier et subvenir aux besoins et charges diverses de notre foyer* » et que « *ces supports publicitaires visuels génèrent aussi de l'emploi donc un gagne-pain pour les agences publicitaires en plein essor et qui travaillent dur afin de se positionner sur le marché économique et de l'emploi, ce qui, je pense, n'est pas à prendre à la légère au vu du contexte actuel non seulement pour la stabilité de l'emploi mais aussi l'économie de notre ville* ». Ils posent la question de savoir « *quelle est votre alternative pour remédier à toutes ces problématiques si ce projet de nouvelle réglementation "RLPI" devait y aboutir ?* ».

- Monsieur Gérard ROBIN de Tours (mel du 20 avril 2022) :

Monsieur ROBIN a été alerté par son afficheur (Cadres Blancs) sur l'application d'un nouveau règlement local très contraignant pour la publicité intercommunale, qui va le priver de la location d'un emplacement publicitaire, ce qui va impacter son pouvoir d'achat, en plus de l'augmentation de 14% de la taxe foncière de la ville de Tours.

- Madame Maryse CHEVALLIER de Saint-Cyr-sur-Loire (mel du 20 avril 2022) :

Madame CHEVALLIER déclare avoir reçu une lettre samedi 16 avril 2022 « l'informant de l'enlèvement des panneaux ». Elle indique qu'elle habite boulevard Charles de Gaulle depuis fin 1997 et a toujours eu un panneau. Elle fait valoir que ce panneau représente un petit apport pour sa retraite et conteste cette décision.

- Monsieur Kahla BENTATA de Joué-les-Tours (mel du 20 avril 2022) :

Monsieur BENTATA a un panneau publicitaire dans son jardin et ne souhaite pas qu'il soit retiré, car « *ce panneau ne gêne personne...et la redevance qui m'est versée pour ce panneau n'est pas négligeable...Le fait d'enlever ou de diminuer la taille du panneau me fait perdre du pouvoir d'achat* ».

- Madame Ingrid PROUST de Tours (mel du 21 avril 2022) :

Madame PROUST exprime « *son rejet face à un développement de panneaux publicitaires numériques, énergivores et dangereux car ils aimantent fatalement l'attention des automobilistes, au détriment de la sécurité routière, particulièrement envers les piétons et les cyclistes. Ces panneaux numériques ne doivent pas se multiplier, et il est évident qu'il ne faut pas les allumer toute la nuit, de même que les vitrines et enseignes des magasins, notamment en périphérie des villes. Ces multiples sources lumineuses sont en outre néfastes pour la faune nocturne* ».

Elle souhaite par ailleurs « *l'arrêt des installations de nouveaux grands panneaux d'affichage publicitaire, et un espace public plus libre de sollicitations publicitaires, sources de pollution visuelle* ».

- Monsieur Alain BEYRAND de Tours (mel du 21 avril 2022) :

En accord avec plusieurs associations environnementales, monsieur BEYRAND demande que « *soient interdits les affichages numériques de moyenne et grande dimension sur l'agglomération tourangelle* », qu'il juge agressifs voire dangereux pour les automobilistes et énergivores. D'un point de vue plus général, il souhaite « *l'interdiction des publicités mobiles, aussi agressives et énergivores* ».

- Monsieur Olivier MOUA de Tours (mel du 21 avril 2022) :

Monsieur MOUA ne souhaite pas que l'on enlève le panneau publicitaire situé sur sa parcelle 128 rue Delaroche à TOURS NORD. Il estime que « *la situation de ce panneau ne gênant pas vraiment les alentours et étant à la retraite, cela m'assure un revenu supplémentaire afin de subvenir aux besoins de ma famille qui compte 4 enfants en bas âge* ».

II - Observations émanant des professionnels de l'affichage extérieur :

- Maître Grégoire TERTRAIS, avocat, agissant pour le compte des sociétés COCKTAIL DEVELOPPEMENT et PIXITY (groupe COCKTAIL VISION) :

En introduction, Me TERTRAIS expose « les avantages majeurs que présente l'affichage numérique pour garantir, comme le prévoit la loi, un juste équilibre entre, d'une part les libertés du commerce et de l'industrie et d'expression, et d'autre part la préservation du cadre de vie, soit les sujets centraux en matière de gestion et d'encadrement de la publicité dans l'espace public ». Il précise que le groupe COCKTAIL VISION est spécialisé dans l'affichage numérique et mène l'essentiel de ses activités au titre du marché de l'affichage numérique "grand format", concurrent du marché traditionnel "papier". Il argumente en faveur des affichages numériques, qui « en diffusant plusieurs publicités sur un même support, permettent de limiter les supports de communication, et, ce faisant, présentent l'avantage de concilier l'objectif de protection du cadre de vie avec l'exercice des libertés du commerce, de l'industrie et d'expression ». Il s'appuie sur une étude réalisée par le Cabinet A. Waechter, cabinet spécialisé dans l'évaluation des milieux naturels, des zones humides, du paysage et dans la planification, qui « démontre l'intérêt de l'affichage publicitaire numérique au regard des préoccupations environnementales. Il ressort en effet avec évidence de cette étude que le numérique constitue, par rapport aux autres modes d'affichage, un outil privilégié de la réduction des émissions de gaz à effet de serre ». Il argumente que « la technologie est en constante évolution et que la perspective de mise en place de panneaux autonomes sur le plan énergétique est une réalité. Le groupe COCKTAIL VISION a intégré cet objectif dans sa politique RSE (NDLR : responsabilité sociétale des entreprises). De plus, l'impact lumineux de ces dispositifs peut être régulé grâce à un système de réglage de la luminosité par gradation qui permet d'adapter la puissance lumineuse en fonction de la luminosité extérieure. Ces réalités font, des affiches numériques, des équipements modernes permettant aux acteurs économiques de soutenir leurs activités via la publicité nécessaire à leur notoriété tout en permettant, parallèlement, de faire effectivement disparaître les alignements de panneaux classiques 4x3 tels qu'ils se sont développés, pendant des décennies, dans de nombreux secteurs ».

Il met en avant la nécessité de préserver la liberté du commerce et de l'industrie, ainsi que les règles de concurrence. Il constate que le projet de RLPi fait totalement abstraction de ces avantages en ciblant « de façon caricaturale et sans discernement, les dispositifs de publicité numérique au point d'exclure ce type de publicité du marché concurrentiel du grand format, marché constituant pourtant le cœur de métier de mes clientes. Il y a là nécessairement une violation manifestement caractérisée des règles de la concurrence au détriment de dispositifs pourtant aujourd'hui utilisés partout en France et notamment sur le territoire de Tours Métropole Val de Loire ».

Il conteste le fait « qu'alors que le RLPi arrêté institue 6 zones de publicité sur le territoire métropolitain, il interdit explicitement l'installation de dispositifs de publicité numérique proprement dits dans 3 de ces zones -étant entendu, nous l'avons dit, que mes clientes n'exercent pas leur activité sur mobilier urbain- et impose que ces dispositifs soient posés dans l'emprise des voies ouvertes à la circulation publique, directement sur le sol, et respectent une largeur de 0,80 m et une hauteur de 1,20 m maximum, dans 2 des autres zones » et constate que « la version du RLPi soumise à enquête publique remet totalement en cause le modèle économique de mon client en prohibant, purement et simplement, l'utilisation des affiches numériques grand format au cœur de son activité. Il s'agit d'une violation manifeste des règles de la concurrence et d'une atteinte tout à fait illégale à la liberté du commerce et de l'industrie des professionnels de l'affichage numérique et, avec eux, des annonceurs ».

Il souligne, alors que l'affichage numérique est un secteur d'activités d'ores et déjà strictement encadré par la loi, que le projet de RLPi « empêche arbitrairement l'exercice de leur activité par les professionnels de ce secteur, sans que l'identification d'enjeux locaux ne puisse le justifier ».

Il considère que, dans les zones ZP1 et ZP2, le projet de RLPi pose « des contraintes ayant pour effet d'interdire de facto le marché de l'affichage numérique "grand format", concurrent de l'affichage "grand format" traditionnel et au cœur du métier d'afficheur numérique ».

Il soulève l'illégalité de l'interdiction explicite de la publicité numérique en ZP3a1 et ZP3a2, qu'il estime « disproportionnée pour ne pas être justifiée par des enjeux particuliers en termes de "protection du cadre de vie" dès lors que les ZP3a1 "Secteurs mixtes et / ou en mutation" et ZP3a2 "Séquences d'axes structurants" sont composées de nombreuses zones d'activités ».

De même qu'il juge illégales « la limitation à 0,80 m de large et 1,20 m de hauteur de la surface des publicités numériques en ZP2 et l'interdiction de les installer hors emprise des voies ouvertes à la circulation publique ». Il demande que Tours Métropole autorise la publicité numérique d'une surface de 8 m² en ZP2.

Il critique les règles interdisant, en ZP3b, d'implanter toute publicité scellée au sol sur une unité foncière bordant la voie ouverte à la circulation publique sur une distance inférieure à 40 mètres et limitant à un seul dispositif sur une unité foncière dont la longueur bordant la voie est comprise entre 40 mètres et 60 mètres.

Concernant les règles d'extinction, il demande que « le futur RLPi de Tours Métropole Val de Loire s'en tienne, par principe, à la règle nationale des extinctions entre 1h et 6h du matin et, en tout état de cause, ne prévoit une extension de la plage horaire d'extinction des publicités que dans les secteurs dans lesquels elle est potentiellement justifiée par les enjeux effectifs de "protection du cadre de vie" ».

Il reproche au projet de RLPi de créer une situation d'abus de position dominante en favorisant les professionnels du mobilier urbain.

En conclusion, il énumère les principales conséquences du projet de RLPi, à savoir :

- « une interdiction expresse de la publicité numérique "grand format" et l'anéantissement du marché qui y est associé sur 5 des 6 zones du territoire métropolitain,
- une situation d'abus de position dominante en favorisant les professionnels du mobilier urbain en appréhendant leur produit comme un support privilégié pour l'implantation de publicité numérique, au détriment des professionnels de l'affichage numérique proprement dite,
- une interdiction implicite mais effective, à tout le moins, un encadrement tout à fait disproportionné de la publicité numérique en ZP3b, seule zone, et d'une taille insignifiante, où la publicité grand format n'est pas interdite, via l'adoption de règles de densité tout à fait édifiantes et révélatrice d'une position de principe d'hostilité,

- *l'obligation d'éteindre la publicité numérique sur l'ensemble du territoire couvert par le RLPi, de 23 heures à 7 heures du matin,*
- *une interdiction explicite d'installer des enseignes numériques commerciales ... au point qu'en pratique mes clientes ne pourront plus, en présence d'un tel règlement dogmatique, exercer leur métier en méconnaissance de la loi –récemment réaffirmée- et des grands principes qui régissent notre Démocratie et notre Etat de droit ».*

- Monsieur Stéphane DOTTELONDE, président de l'Union de la Publicité Extérieure (lettre du 19 avril 2022) :

Lors de la permanence du 20 avril 2022, en mairie de Luynes, deux représentants de l'UPE ont rencontré un membre de la commission d'enquête, afin d'exposer, en détail, les problématiques soulevées par leur organisation et leurs propositions.

Dans sa lettre, Monsieur DOTTELONDE souligne que le RLPi « *doit concilier de manière optimale les objectifs de protection du cadre de vie du territoire et le dynamisme économique et commercial des acteurs locaux dans le strict respect de la liberté d'expression* ».

Il constate que « *le projet de RLPi ne présente aucune étude d'impact économique et social tant pour les opérateurs que pour les annonceurs locaux. Cette étude aurait pourtant pu éclairer les choix les plus pertinents en fonction des objectifs poursuivis et permis d'évaluer les conséquences du texte présenté* ».

Après avoir présenté l'impact du projet de RLPi sur l'activité des principaux acteurs du secteur d'activité, il formule les propositions d'aménagements réglementaires suivantes :

Sur le zonage :

L'UPE remarque, d'une part, que le fond de plan associé aux choix de coloris permettant de représenter chacune des zones rend le document graphique particulièrement compliqué à lire, notamment pour la lecture des axes et, d'autre part, que le zonage peut parfois présenter des incohérences entre la définition des zones et la réalité du terrain.

Sur les dispositions en zone 2 :

L'UPE demande de maintenir un format d'affiche de 8 m² / dispositif à 10,50 m² cadre compris pour les dispositifs sur murs de bâtiments positionnés en zone 2 (très peu de dispositifs sont concernés mais ces mesures permettent de conserver une présence au sein d'un territoire donné) avec maintien d'un dispositif par mur et par linéaire de façade sur rue d'une unité foncière. L'UPE demande également d'inclure les axes structurants de la zone 2 en zone 3 pour disposer d'une couverture minimale garantissant aux annonceurs une audience de qualité.

Sur les dispositions en zone 3 :

Afin d'avoir une réglementation cohérente, lisible sur le terrain et facile d'application, l'UPE suggère la mise en place d'une seule zone 3 reprenant les axes structurants et les zones d'activités économiques : ensemble des zones 3a1, 3a2, 3b et secteurs demandés

précédemment avec, le cas échéant, possible déclinaison en 2 zones distinctes : axes et zones d'activités économiques.

- Un seul format : 8 m² d'affiche, dispositif à 10,50 m².
- Règle de densité pour la zone axe : Dispositif sur mur de bâtiment : ✓ 1 dispositif par mur et par linéaire de façade sur rue d'une unité foncière. Dispositif scellé au sol : ✓ Linéaire inférieur à 40 mètres : Interdit ; ✓ Linéaire supérieur à 40 mètres : 1 dispositif scellé au sol.
- Règle de densité pour les zones d'activités : Dispositif sur mur de bâtiment : ✓ 1 dispositif par mur et par linéaire de façade sur rue d'une unité foncière. Dispositif scellé au sol : ✓ Linéaire inférieur à 40 mètres : Interdit ; ✓ Linéaire entre 40 et 60 mètres : 1 dispositif scellé au sol ; ✓ Linéaire supérieur à 60 mètres : 2 dispositifs séparés de 50 mètres.

Par ailleurs, l'UPE constate que dans bon nombre de cas et compte tenu du risque interprétatif du texte, de nombreux dispositifs sont en insécurité juridique alors qu'ils répondent aux critères de zonage et de format définis. L'UPE suggère la suppression de l'ensemble de cette disposition (distance minimale 2,50m par rapport à l'alignement de voirie, selon les contraintes de terrain).

Concernant les passerelles :

l'UPE suggère la réécriture suivante : « Les passerelles fixes ne sont admises que si elles ne sont pas visibles de la voie publique. Dans le cas contraire, elles doivent être entièrement repliables et demeurent pliées en l'absence des personnes chargées de les utiliser ».

Sur les dispositions en domaine ferroviaire :

l'UPE suggère l'introduction de règles particulières dans ce domaine permettant le maintien de dispositifs placés généralement dans un environnement moins urbanisé, dans l'ensemble des zones 3 : ✓ 1 dispositif seul sur son emplacement ✓ Interdistance de 250 mètres entre chaque dispositif ✓ Aucune distance n'est à respecter entre 2 dispositifs séparés par une voie routière ou par une voie ferrée.

Pour les dispositifs visibles depuis une voie ouverte à la circulation publique et implantés sur les quais non couverts ainsi que ceux situés sur les parvis, les règles pourraient être les suivantes :

- Maintien des dispositifs doubles (« côte à côte » et double face) ;
Aucune distance à respecter entre deux dispositifs séparés par une voie ferrée ;
- Suppression de l'obligation du format monopied. En effet, imposer des dispositifs de type monopied n'apporte aucune plus-value environnementale mais n'engendre uniquement que des coûts exorbitants non justifiés par des considérations circonstanciées relatives à la protection du cadre de vie.
- Autorisation des dispositifs publicitaires numériques dans un format de 2m².

Sur les dispositions concernant le domaine aéroportuaire :

Il semble que le domaine aéroportuaire et ses accès soient intégrés au RLPi en zone « non bâtie », zone alors interdite à toute forme de publicité extérieure. Dans ces conditions, l'UPE suggère la réintégration de l'emprise aéroportuaire, dans sa partie « bâtiments » et ses accès, en zone 3.

Publicités sur palissade de chantier (ZP2, ZP3a1, ZP3a2, ZP3b, et ZP4) :

Dans la mesure où le projet de RLPi soumet ces publicités à des formats différents selon les zones et dans un objectif d'harmonisation réglementaire et de cohérence territoriale, l'UPE souhaite un aménagement de ces dispositions et suggère la possibilité d'implanter 3 dispositifs publicitaires de format unitaire 10.50 m² (encadrement inclus) par voie bordant le chantier en toutes zones du RLPi.

Bâches publicitaires :

L'UPE suggère de soumettre ces types de support à la seule réglementation nationale afin que les maires puissent exercer un contrôle discrétionnaire sur chaque demande d'autorisation préalable.

Extinction des publicités et enseignes lumineuses :

L'UPE suggère une règle d'extinction pour les dispositifs d'affichage – incluant les dispositifs à l'intérieur des vitrines - de 00.00 heure à 06.00 heure. De plus, il conviendrait de bien reprendre les termes de l'article L581-14-4 du code de l'environnement quant à son champ d'application et de compléter par la mention suivante : « Les publicités lumineuses sont éteintes entre 00.00 heure et 06.00 heures, y compris celles situées dans les vitrines et baies des locaux à usage commercial qui n'est pas principalement utilisé comme un support de publicité et destinées à être visibles d'une voie ouverte à la circulation publique... ».

Caissons lumineux (ZP1 et ZP2) :

L'UPE ne comprend pas à quels types de dispositifs ces dispositions font référence exactement. En outre, s'agissant des dispositifs lumineux situés à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial qui n'est pas principalement utilisé comme un support de publicité et destinées à être visibles d'une voie ouverte à la circulation publique, l'article L581-14-4 du code de l'environnement permet uniquement de réglementer les horaires d'extinction, la surface, la consommation énergétique et la prévention des nuisances lumineuses. Cet article ne permet pas d'aller au-delà des quatre items identifiés.

Pour toutes ces raisons, L'UPE demande d'apporter de plus amples précisions concernant ces dispositions et leur champ d'application.

- Monsieur Antoine GUITTON, directeur régional de JC DECAUX (mel du 21 avril 2022) :

Dans sa lettre, la Société JCDecaux France expose que « *le Code de l'environnement prévoit cinq types de mobiliers urbains susceptibles de recevoir de la publicité à titre accessoire (articles R.581-43 à R.581-47), à savoir les abris destinés au public, les kiosques à journaux*

et autres kiosques à usage commercial, les colonnes porte-affiches réservées aux annonces de spectacles ou de manifestations à caractère culturel, les mâts porte-affiches réservés aux annonces de manifestations économiques, sociales, culturelles ou sportives, les mobiliers destinés à recevoir des œuvres artistiques ou des informations non publicitaires à caractère général ou local.

Le mobilier urbain participe directement à l'effectivité d'un service public continu et proche des usagers (service public des transports pour les abris-voyageurs – article 5 de la loi du 30 décembre 1982 sur l'orientation des transports intérieurs, service public de l'information pour les mobiliers d'information locale - CE 10 juillet 1996 Coisne, n°140606) et les droits d'exploitation publicitaire sur les mobiliers urbains permettent de financer les services rendus.

Supports de publicité « à titre accessoire eu égard à [leur] fonction » (article R.581-42 du Code de l'environnement), ils ne peuvent donc être assimilés à un dispositif publicitaire « dont le principal objet » est de recevoir de la publicité (article L.581-3 du Code de l'environnement). Cette spécificité explique d'ailleurs le traitement distinct du mobilier urbain au sein du Code de l'environnement (sous-section spécifique « utilisation du mobilier urbain comme support publicitaire »), de même qu'au sein du présent projet de RLPi (dispositions propres aux « publicités et pré-enseignes sur mobilier urbain »). En outre, il importe de rappeler que l'implantation du mobilier urbain sur domaine public présente l'avantage, par rapport aux autres catégories de supports publicitaires, d'être entièrement contrôlée et maîtrisée, par la collectivité contractuellement. Ces implantations ainsi maîtrisées permettent de garantir un équilibre entre la viabilité commerciale des mobiliers publicitaires (impérative pour le financement des services offerts aux usagers) et la force de couverture du réseau d'information municipale. Ce réseau étant par ailleurs consolidé par des mobiliers 100% non publicitaires, lesquels également financés par les recettes commerciales. Ainsi, toute restriction à l'égard du mobilier urbain au sein d'un RLPi est un risque de rupture de cet équilibre et grève par ailleurs les possibilités données aux collectivités de disposer d'une ressource financière fondamentale pour le financement de services aux citoyens.

Observations principales sur les axes du projet actuel :

- Publicités numériques en SPR : Le projet de RLPi arrêté prévoit, dans son article 2 « Possibilités d'installation de publicités ou de pré-enseignes dans les lieux mentionnés au paragraphe I de l'article L. 581-8 du code de l'environnement, en toutes zones » de proscrire sur mobilier urbain « la publicité lumineuse autre qu'éclairée par projection ou transparence », c'est-à-dire la publicité numérique, dans les Sites Patrimoniaux Remarquables. Or, étant placé au service de la communication des villes, le mobilier urbain numérique offre une nouvelle expérience et devient le vecteur d'une prise de parole contextualisée, réactive, diffusée en temps réel. Accessible à tous les annonceurs, notamment pour les commerces de proximité, le mobilier urbain numérique est particulièrement efficace pour valoriser l'économie locale. Les villes disposant de la pleine et entière compétence pour décider de l'implantation de mobiliers urbains numériques sur leurs territoires (régime strict

de l'autorisation préalable – article R581-15 du Code de l'environnement) et l'Architecte des Bâtiments de France pouvant refuser toute implantation jugée inadaptée en SPR, nous préconisons de maintenir, au sein du futur RLPi, le choix pour les villes de déployer ou non à l'avenir une telle technologie de mobilier urbain en SPR.

Ajustement proposé : « Article 2 : Possibilités d'installation de publicités ou de pré-enseignes dans les lieux mentionnés au paragraphe I de l'article L. 581-8 du code de l'environnement, en toutes zones. Outre les dispositifs mentionnés au paragraphe 1.1. de l'article 1er ci-avant, seules sont admises dans les lieux mentionnés au paragraphe I de l'article L. 581-8 du code de l'environnement, les publicités et pré-enseignes désignées ci-après et sous les conditions suivantes : sur mobilier urbain dans les conditions définies par les articles R. 581-42 à R. 581-47 du code de l'environnement et /pour le mobilier urbain mentionné à l'article R. 581-47 du même code :

- de type mono-pied ;
- de surface unitaire maximale de 2m² ;
- la publicité lumineuse autre qu'éclairée par projection ou transparence **n'étant admise que** dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants ».

- Extinction nocturne : D'autre part, le projet de RLPi arrêté prévoit dans son article 1.2 une extinction nocturne des publicités lumineuses entre 23 heures et 7 heures, alors opposable à l'ensemble des mobiliers urbains « à l'exception de celles apposées sur les abris voyageurs auxquelles aucune obligation d'extinction nocturne n'est imposée ». Nous souhaitons rappeler que dans son article R.581-35, le Code de l'environnement ne prévoit pas l'opposabilité des règles d'extinction lumineuse à l'ensemble des mobiliers urbains éclairés par projection ou transparence et des mobiliers numériques. En outre, les juges ont pu établir que l'éclairage la nuit des mobiliers urbains leur permet « d'assurer leur fonction d'information des usagers des transports publics et des usagers des voies publiques et contribue à la sécurité publique dans les agglomérations » (Conseil d'Etat, 4 décembre 2013, req. n° 357839).

Ajustement proposé « 1.2 Extinction nocturne : Les publicités lumineuses sont éteintes entre 23 heures et 7 heures, y compris celles situées dans les vitrines et baies des locaux à usage commercial à l'**exception** de celles supportées par le mobilier urbain, **et notamment** celles apposées sur les abris voyageurs auxquelles aucune obligation d'extinction nocturne n'est imposée. »

III – Observations émanant d'associations

- Paysages de France :

Lors de la permanence du 22 mars 2022, Monsieur Jean-Marie DELALANDE vice-président de « Paysages de France » a déposé un premier document résumant, sous forme de tableau, les observations de son association sur le projet de RLPi.

Le 12 avril 2022, il a transmis, par message électronique, un courrier développant ces différentes observations, avec l'appui de deux autres associations, à savoir l'association « Résistance à l'Agression Publicitaire » et l'association « Aquavit ».

Ces associations estiment qu'il faut réduire drastiquement la place de la publicité et des enseignes dans l'environnement et qu'il convient de « tordre le cou » aux idées reçues ayant pour effet de favoriser le développement de la publicité extérieure et de nuire à la qualité des paysages, au cadre de vie, au commerce de proximité, à la sécurité routière, à la transition énergétique, etc.

Elles estiment que le projet de RLPi est déconnecté des enjeux environnementaux actuels et a pour effet de déconstruire les mesures de protection instaurées par le code de l'environnement.

Elles contestent la création de six zones réglementaires et jugent illégale l'autorisation de la publicité dans l'agglomération de Villedry, qui fait partie du parc naturel régional Loire Anjou Touraine.

Elles critiquent la présentation de certaines parties du dossier et demandent d'inclure en fin de règlement un tableau récapitulatif des principales mesures, en rappelant éventuellement les mesures du règlement national de publicité.

Elles se déclarent insatisfaites de la concertation menée dans le cadre de l'élaboration du projet.

Elles développent ensuite toute une série de préconisations, qui peuvent être synthétisées de la façon suivante :

De manière générale, elles préconisent :

- 1) qu'un format unique de 4 m² soit appliqué sur l'ensemble des secteurs où la publicité n'est pas interdite (lieux mentionnés à l'article L.581-8 du code de l'environnement),
- 2) que la publicité scellée au sol soit proscrite là où le règlement national de publicité l'autorise, à tout le moins qu'elle ne soit admise que dans des secteurs restreints et ne puisse dépasser 2 m² ni 2 mètres de hauteur,
- 3) que la publicité soit interdite dans les lieux mentionnés à l'article L.581-8. En cas de maintien de dérogations, il conviendrait d'exclure les dispositifs défilants, les numériques et de limiter la surface des publicités à 2 m² au grand maximum,
- 4) que le nombre de zones soit limité à quatre au lieu de six,
- 5) que la zone « axes structurants » traversant les zones résidentielles soit supprimée,
- 6) que toute publicité soit interdite dans l'agglomération de Villedry, en raison du PNR,
- 7) qu'un tableau récapitulatif des principales mesures soit inclus en fin de règlement,
- 8) que les enseignes soient réglementées en ZP3 et ZP4 et hors agglomération.

Pour la publicité, les trois associations demandent :

- 9) D'interdire les publicités scellées au sol, sauf éventuellement en zone d'activité et limitées à 2 m².
 - 10) De limiter à 4 m² maximum les publicités sur mur.
 - 11) De rédiger des règles de densité en accord avec les orientations définies au préalable, facilement compréhensibles et applicables.
 - 12) D'interdire les bâches publicitaires ou, à défaut, limiter leur surface à 2 m².
 - 13) De limiter à 12 m² la publicité sur les bâches de chantier.
 - 14) De limiter la publicité sur mobilier urbain à 2 m² maximum.
 - 15) D'interdire le numérique, autant sur le domaine privé que sur le mobilier urbain.
 - 16) De limiter la publicité à la face externe pour les abris voyageurs.
 - 17) De placer les informations municipales visibles dans le sens de circulation pour le mobilier urbain d'information.
 - 18) D'imposer l'extinction nocturne de la publicité sur les abris voyageurs en dehors des heures de service.
 - 19) D'instaurer une règle de densité ou une limitation par rapport au nombre d'habitants.
 - 20) D'interdire la publicité sur le mobilier urbain dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants n'appartenant pas à l'unité urbaine de Tours.
 - 21) De doubler les surfaces minimum d'affichage d'opinion dans chaque commune.
 - 22) D'interdire tout panneau d'affichage lumineux (y compris éclairé par projection ou transparence) sur le domaine public ou privé, à moins de 40 mètres d'un carrefour.
- Pour les enseignes, les associations demandent :
- 23) De réduire la surface des enseignes sur façade (6 m² pour chaque façade supérieure à 50 m² et 4 m² pour chaque façade inférieure à 50 m²).
 - 24) D'imposer l'extinction des enseignes lumineuses de une heure après la fermeture de l'établissement à une heure avant l'ouverture.
 - 25) D'interdire les enseignes numériques.
 - 26) D'interdire les enseignes scellées au sol dans toutes les zones, sauf si l'enseigne sur façade n'est pas visible de la voie publique.
 - 27) D'interdire les enseignes sur toiture également en ZP3 ou à défaut les limiter à 8 m².
 - 28) D'interdire les enseignes sur toiture en ZP4.
 - 29) De limiter à une enseigne de 1 m² ou moins de 1 m² par établissement et par côté bordant une voie publique dans les quatre zones et hors agglomération.

- 30) De limiter à un dispositif par tranche de 50 mètres de linéaire de façade et avec une surface maximale de 1,5 m².
- 31) De proscrire les enseignes numériques.
- 32) D'appliquer aux enseignes temporaires de moins de trois mois les dispositions concernant les enseignes permanentes.
- 33) D'appliquer aux enseignes temporaires de plus de trois mois les dispositions concernant les enseignes permanentes.
- 34) D'appliquer aux enseignes situées hors agglomération les dispositions concernant la ZP1.
- 35) D'interdire les publicités placées à l'intérieur des vitrines.
- 36) D'interdire les enseignes numériques, autoriser uniquement celles éclairées par projection ou transparence, limitées à 1 m².
- 37) D'adapter en conséquence le rapport de présentation.

- AQUAVIT 37 :

Le 20 avril 2022, Madame Annie GOLEO, secrétaire d'AQUAVIT 37 a fait parvenir, par mail, un courrier, dans lequel elle déclare partager totalement les observations de Paysages de France sur le projet de RLPi et tient à apporter des précisions qui illustrent « la régression environnementale » que constitue ce projet de règlement comparé au Règlement Local de Publicité de TOURS arrêté en 2004. Elle a rendu visite au commissaire-enquêteur lors de la permanence du 21 avril 2022 pour développer les arguments suivants :

- « *Le RLP de TOURS protège les bords de Loire et du Cher (ZPRO page 9). Si le RLPi protège les bords de Loire (ZP1), cela ne semble pas le cas pour les bords du Cher. Pire le projet utilise les dispositions de l'article L581-14 du code de l'environnement qui permet de déroger à l'article L581-8, lequel interdit la publicité aux abords des monuments historiques et dans le périmètre des sites patrimoniaux notamment.*
- *La publicité est interdite dans un rayon de 40 mètres autour des giratoires dans le RLP de TOURS (page 9). Cette prescription n'existe pas dans le projet de RLPi. - Sur les longs linéaires, le RLP de TOURS prescrit une distance de 60 mètres au minimum entre deux panneaux (page 13) ; le RLPi seulement de 50 mètres (page 8).*
- *Dans toutes les zones, le RLP de TOURS interdit les panneaux sur les murs dont la surface est inférieure à 36 m². Cette disposition évite d'avoir des façades « écrasées » par la publicité. Malheureusement elle n'est pas reprise dans le RLPi.*
- *Le RLP de TOURS prévoit des clauses de protection des fonds voisins (& b-3- page 12). Aucune protection des tiers riverains ne figure dans le RLPi.*

- Ce constat nous conduit à formuler les remarques suivantes :
 - Un comparatif de la mise en œuvre des RLP en vigueur de TOURS, JOUÉ LÈS TOURS, CHAMBRAY LÈS TOURS et de SAINT AVERTIN avec celle du RLPi devrait figurer dans le dossier d'enquête. L'affichage c'est bien, mais la transparence, c'est encore mieux.
 - Dans ce dossier, les associations ont été peu consultées, nul doute que les publicitaires l'ont été plus.
 - Notre métropole est touristique, attention à ne pas la laisser défigurée. La publicité numérique particulièrement agressive et énergivore devrait être interdite ».

- Association « Sites et Monuments » :

Par mel du 21 avril 2022, Madame Martine BONIN a formulé les observations suivantes :

En zone P1

« Dans un SPR, le règlement déroge pour certaines publicités et pré-enseignes aux interdictions légales de publicités telles qu'elles résultent de l'article L581-8 du code de l'environnement au profit des dérogations de L581-14.

Citons en exemple les boulevards Béranger et Heurteloup à Tours situés en limite du SPR qui présentent des publicités installées sur le sol ou sur mobilier urbain. Elles sont placées soit au début des boulevards devant des massifs de fleurs qui annoncent le mail ou aux différents carrefours et dans le sens inverse de la circulation, ce qui est regrettable. De plus la pose temporaire d'oriflammes pour des événements culturels constitue une véritable pollution visuelle.

Enfin dans la partie Sud de la place Jean-Jaurès la publicité atteint une densité maximale pour les mêmes types de publicité déposée sur du mobilier urbain notamment sur les abribus!

En revanche à l'intérieur du SPR elle est plus discrète aux abords des MH.

Depuis 20 ans des efforts considérables ont été faits pour supprimer la publicité en bordure de Loire et des villages et moins en bordure du Cher ».

En zone P2

« Sur le domaine public la publicité est limitée à 2m² sur mobilier d'information, portée à 8m² des les communes de Tours, Saint-Pierre-des-Corps et Joué-Les-Tours (la publicité numérique étant quant à elle limitée à 2m²).

Dommage que cela ne soit pas étendu à toutes les communes et que la publicité numérique, même restreinte, soit autorisée car elle est énergivore et constitue une véritable pollution visuelle ».

En zone P3

« La publicité sur les axes structurants est excessive. Elle distrait le conducteur et ne devrait jamais exister dans le sens inverse de la circulation.

Exemple : Lorsqu'on sort de La Membrolle-sur-Choisille et qu'on emprunte sur le plateau le boulevard Charles de Gaulle vers Tours, la circulation se fait sur 4 voies séparées par un muret. Avant d'arriver au rond-point KATRINEHOLN sont disposées depuis peu de temps deux ou grandes publicités installées sur chevalets dans le sens inverse de la circulation à l'approche du rond-point lorsque la voie est sinueuse.

Sur les routes importantes le RLPi ne prévoit plus une interdiction de publicité dans un rayon de 40m autour des giratoires comme précédemment. De plus la distance entre les panneaux est ramenée à 50m et non plus 60m. On permet une densification plutôt qu'une incitation à une réduction de publicité au mépris de la dangerosité des lieux. Les entrées de ville devraient être mieux protégées car elles dénaturent le paysage suburbain ».

En conclusion :

« Sites & Monuments souhaite une protection optimale de l'environnement et du cadre de vie sur ce territoire ».

IV - Questions de la commission d'enquête

- 1) Question concernant la commune de Villandry : il apparaît que la commune de Villandry se trouve dans le périmètre de protection du parc naturel régional Loire-Anjou-Touraine et qu'à ce titre la publicité y est interdite, en vertu de la charte actuellement en vigueur. Toutefois, cette charte est en cours de révision et le projet de nouvelle charte prévoit de donner aux communes la possibilité de réintroduire la publicité extérieure. Compte tenu du décalage dans le temps entre l'approbation prochaine du RLPi et l'aboutissement de la révision de la charte du PNR, qui devrait être effective en 2024, quelle position entend adopter Tours métropole Val-de-Loire pour remédier à cette situation ?
- 2) Question relative à la protection des monuments historiques de la ville de Tours : le tableau pages 30, 31 et 32 du rapport de présentation liste les protections patrimoniales qui existent dans les différentes communes membres de la métropole. La ville de Tours possède 150 monuments historiques mais n'a pas de périmètres délimités des abords (PDA). Cela signifie-t-il que le SPR se substitue au PDA ?
- 3) Question relative au rapport de présentation : pourquoi ne pas avoir intégré au rapport de présentation un tableau récapitulant pour chaque commune, les surfaces en agglomération, hors agglomération et pour chaque zone de protection ZP1 à ZP4 ?
- 4) Question relative à la publicité numérique : lors de son intervention à l'occasion de la réunion de la CDNPS du 25 février 2022, madame LUTTON a affirmé (début de la page 5 du PV de réunion) : *« Elle précise que la publicité numérique en SPR (ZP1) ne peut être autorisée que sur le mobilier urbain qui est de fait installé dans le cadre d'un contrat conclu par la commune ou la collectivité avec un opérateur. Elle est interdite sur mobilier urbain en SPR, éventuellement, elle serait autorisée en bord de Loire mais encore faudrait-il que les collectivités passent commande en ce sens. Elle rappelle que la possibilité de publicité numérique n'est possible que sur 8 communes (les communes de plus de 10 000 habitants), il n'y a donc pas de craintes à avoir sur le paysage des bords de Loire à ce sujet ».*

La commission estime que cette affirmation est ambiguë et souhaite avoir une réponse précise sur la possibilité d'installer ou non de la publicité numérique sur mobilier urbain en SPR.

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DE
L'AMENAGEMENT DES TERRITOIRES
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES**

Dossier suivi par Mélanie HAMELIN

☎ 02.47.33.17.28

Mail : m.hamelin@tours-metropole.fr

Nos Réf : RLPI

MH/VH/2022-

LRAR N°

**Monsieur le Président de la
Commission d'enquête**

Jean-Jacques ROUSSEAU

33 route de Romorantin

41700 COUR CHEVERNY

Tours, le - 9 MAI 2022

Objet : Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI) – enquête publique

Monsieur le Président,

L'enquête publique relative au Règlement Local de Publicité Intercommunal s'est déroulée du 22 mars 2022 au 21 avril 2022.

Conformément aux dispositions de l'article R123-18 du code de l'environnement, vous avez remis le 26 avril dernier, le procès-verbal de synthèse des observations émises au cours de l'enquête publique et présenté 4 questions en synthèse.

Par la présente, je souhaite vous apporter la position de la Métropole au travers des réponses présentées ci-après.

Question n°1 : compte tenu du décalage dans le temps entre l'approbation prochaine du RLPI et l'aboutissement de la révision de la charte du Parc Naturel Régional Loire Anjou Touraine (PNR), qui devrait être effective en 2024, quelle position entend adopter Tours Métropole Val de Loire ?

L'article L.581-8 du code de l'environnement dispose que, en agglomération, la publicité est interdite dans les PNR ; un RLP pouvant déroger à cette interdiction.

Lorsqu'un RLP lève l'interdiction de publicité dans les parties agglomérées d'un PNR (hors agglomération, toute publicité est interdite de manière absolue), il existe une obligation de compatibilité entre le RLP et la charte du PNR (art.L.581-14 c.env.).

La loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages a introduit une exigence supplémentaire : le RLP ne peut déroger à l'interdiction de publicité en PNR que si la charte du PNR contient des orientations ou mesures relatives à la publicité.

Ce n'est pas le cas de la charte actuelle du PNR (2008-2023).

En conséquence, le plan de zonage, le rapport de présentation et le règlement du projet de RLPi arrêté seront donc corrigés après l'enquête publique : la commune de Villedandry ne sera couverte par aucune zone de publicité, ce qui signifie que la réglementation nationale (interdiction de publicité) y sera maintenue.

Il n'est pas possible, juridiquement, d'anticiper le contenu de la future charte du PNR ni son nouveau périmètre qui pourrait couvrir d'autres communes que Villedandry.

Question n°2 : la ville de Tours possède 150 monument historiques mais n'a pas de périmètres délimités des abords (PDA). Cela signifie-t-il que le SPR se substitue au PDA ?

Site Patrimonial Remarquable (SPR) et Périmètre Délimité des Abords (PDA) sont deux protections différentes relevant du code du patrimoine.

Un SPR correspond au site d'une ville, d'un village ou d'un quartier dont la conservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur présentent, au point de vue architectural, archéologique, artistique ou paysager, un intérêt public. Un SPR englobe généralement plusieurs monuments historiques et a valeur de servitude d'utilité publique. L'outil de gestion du SPR à Tours est le PSMV.

Le PDA concerne chaque monument historique. Son périmètre est déterminé selon la notion de covisibilité. Les travaux sur un immeuble inclus dans un PDA sont soumis à l'accord préalable de l'Architecte des Bâtiments de France.

Un PDA peut « dépasser » d'un SPR.

Dans la réglementation de l'affichage, SPR et PDA emportent les mêmes conséquences : toute publicité est par principe interdite dans les périmètres ainsi couverts (sans nécessité d'apprécier la covisibilité avec un monument historique), avec possibilité de dérogation par un RLP (art.L.581-8 c.env.).

Dans le cas de Tours, le territoire est protégé à la fois par le SPR et les protections des abords des monuments historiques qui dépassent le périmètre du SPR.

Question n°3 : pourquoi ne pas avoir intégré au rapport de présentation un tableau récapitulatif pour chaque commune, des surfaces en agglomération, hors agglomération et pour chaque zone de protection ZP1 à ZP4 ?

Cette information n'est ni obligatoire ni nécessaire à l'appréciation de l'économie générale du RLPi, qui est conçu à l'échelle métropolitaine et non communale.

Les réalités paysagères sont différentes d'une commune à une autre : une commune au caractère semi-rural ou naturel prégnant aura nécessairement une proportion d'espaces non agglomérés bien supérieure à celle des communes urbaines. Il en va de même pour la situation des grandes zones commerciales par exemple.

Question n°4 : est-il possible d'installer de la publicité numérique sur mobilier urbain en SPR ?

L'article 2 du projet de règlement arrêté précise expressément que la publicité numérique sur mobilier urbain est interdite en SPR.

En dehors des SPR, elle est admise selon des règles nationales et locales :

- elle ne peut être installée que dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants, soit seulement 8 communes de la Métropole (art. R.581-42 c.env.). Elle est donc de fait interdite en ZP4 ;
- elle est soumise à autorisation préalable du Maire, au cas par cas, avec accord requis de l'Architecte des Bâtiments de France dans les abords des monuments historiques ;
- le RLP contraint sa surface sur mobilier d'information : 2m2 en ZP1, ZP2, ZP3a1 et ZP3a2 et 8m2 en ZP3b.

Tours Métropole Val de Loire a pris connaissance des contributions. Plusieurs points relevés sont très intéressants et contribueront à l'amélioration du projet dans la continuité de la concertation engagée avec les associations, les afficheurs et les particuliers.

Les différents sujets évoqués feront l'objet d'une analyse détaillée en concertation avec les communes avant d'être restitués à la conférence des maires.

Les réponses apportées dans ce cadre s'attacheront à respecter les objectifs initiaux du RLPI.

Par ailleurs, concernant la forme du dossier, les supports cartographiques seront améliorés en terme de lisibilité (adaptation de légende et précision du fond de plan). En dehors du dossier de RLPI stricto sensu, un document pédagogique (accessible au public et au service instructeur) sera élaboré pour mettre en relation les dispositions du RLPI avec celles de la réglementation nationale.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

**Pour le Président et par délégation,
Le Vice-président,**



Laurent RAYMOND

PROCES-VERBAL DE SYNTHESE

I – Observations émanant de la population :

- Madame Suzanne DIJON de Notre Dame d'Oé (mel du 15 avril 2022) :

Madame DIJON considère que *« l'économie d'énergie commande d'interdire les publicités lumineuses et numériques »* et pose la question : *« comment convaincre les enfants dans les écoles et les particuliers de faire de petits gestes pour l'environnement si l'enseigne lumineuse près de chez eux est allumée toute la journée ? »* Par ailleurs, elle considère que les publicités numériques situées près de ronds-points très chargés sont également dangereuses pour les usagers de la route et cite, à titre d'exemple, *« celles près du Rond-Point "du KFC" (et du Royal Buffet, boulangerie Ange...) à Tours Nord »*. A St-Cyr-sur-Loire, elle mentionne *« un point noir farci de grandes enseignes, gâchant des zones arborées, vertes, ceci vers la rocade Ouest »*. Elle conclut en affirmant : *« On ne peut pas revendiquer faire partie du Patrimoine mondial de l'Unesco (la vallée de la Loire...) et accepter des publicités, bâches, ou enseignes de grandes tailles. Rien de cela ne profite à la population »*.

> C'est l'objet d'un RLPI. Il est plus contraignant que la réglementation nationale afin de s'adapter aux spécificités du territoire.

- Monsieur Noël BOUSSOT (mel du 16 avril 2022) :

Monsieur BOUSSOT est *« totalement opposé à toute augmentation de la publicité dans la ville de Tours et des villes limitrophes et notamment des publicités lumineuses »*. Il affirme que *« nombres de panneaux sont déjà illégaux car l'information municipale servant de prétexte n'existe pas »* et que *« tous ces panneaux publicitaires polluent les villes et ne servent que les intérêts des annonceurs... aux dépens des petits commerces de proximité »*. Il constate que *« dans nombres de villes on éteint l'éclairage entre 23h et 04h pour des raisons à la fois économique mais également écologiques, pour diminuer la pollution nocturne et l'impact sur la faune et voilà que la publicité se permet de faire tout le contraire pour occuper le terrain et s'imposer à la vue de milliers de personnes qui n'ont rien à faire de tous ces messages de surconsommation »*.

Il conclut en demandant de diminuer le nombre et la surface des panneaux et d'interdire les panneaux lumineux.

> C'est l'objet d'un RLPI. Il est plus contraignant que la réglementation nationale afin de s'adapter aux spécificités du territoire.

L'extinction nocturne ((23h – 7 h) est retenue dans le cadre du projet de RLPI.

- Monsieur et Madame TOPRAKKAYA de Joué-les-Tours (mel du 19 avril 2022):

Monsieur et Madame TOPRAKKAYA s'opposent au projet de RLPI, car *« il occasionnerait très considérablement une baisse de notre pouvoir d'achat, en tant que particulier par ces temps qui s'avèrent déjà bien compliqués, et c'est la raison pour laquelle nous nous y opposons fermement »*. Ils précisent que *« notre affiche représente pour nous un revenu supplémentaire qui nous permet de pallier et subvenir aux besoins et charges diverses de notre foyer »* et que *« ces supports publicitaires visuels génèrent aussi de l'emploi donc un gagne-pain pour les agences publicitaires en plein essor et qui travaillent dur afin de se*

positionner sur le marché économique et de l'emploi, ce qui, je pense, n'est pas à prendre à la légère au vu du contexte actuel non seulement pour la stabilité de l'emploi mais aussi l'économie de notre ville ». Ils posent la question de savoir « quelle est votre alternative pour remédier à toutes ces problématiques si ce projet de nouvelle réglementation "RLPI" devait y aboutir ? ».

- Monsieur Gérard ROBIN de Tours (mel du 20 avril 2022) :

Monsieur ROBIN a été alerté par son afficheur (Cadres Blancs) sur l'application d'un nouveau règlement local très contraignant pour la publicité intercommunale, qui va le priver de la location d'un emplacement publicitaire, ce qui va impacter son pouvoir d'achat, en plus de l'augmentation de 14% de la taxe foncière de la ville de Tours.

- Madame Maryse CHEVALLIER de Saint-Cyr-sur-Loire (mel du 20 avril 2022) :

Madame CHEVALLIER déclare avoir reçu une lettre samedi 16 avril 2022 « l'informant de l'enlèvement des panneaux ». Elle indique qu'elle habite boulevard Charles de Gaulle depuis fin 1997 et a toujours eu un panneau. Elle fait valoir que ce panneau représente un petit apport pour sa retraite et conteste cette décision.

- Monsieur Kahla BENTATA de Joué-les-Tours (mel du 20 avril 2022) :

Monsieur BENTATA a un panneau publicitaire dans son jardin et ne souhaite pas qu'il soit retiré, car « ce panneau ne gêne personne...et la redevance qui m'est versée pour ce panneau n'est pas négligeable...Le fait d'enlever ou de diminuer la taille du panneau me fait perdre du pouvoir d'achat ».

> Il s'agit des effets de l'application de la réglementation sur l'affichage extérieur. Son objectif est de trouver un équilibre entre les libertés du commerce, de l'industrie, d'expression, et la préservation du cadre de vie.

- Madame Ingrid PROUST de Tours (mel du 21 avril 2022) :

Madame PROUST exprime « son rejet face à un développement de panneaux publicitaires numériques, énergivores et dangereux car ils attirent fatalement l'attention des automobilistes, au détriment de la sécurité routière, particulièrement envers les piétons et les cyclistes. Ces panneaux numériques ne doivent pas se multiplier, et il est évident qu'il ne faut pas les allumer toute la nuit, de même que les vitrines et enseignes des magasins, notamment en périphérie des villes. Ces multiples sources lumineuses sont en outre néfastes pour la faune nocturne ». Elle souhaite par ailleurs « l'arrêt des installations de nouveaux grands panneaux d'affichage publicitaire, et un espace public plus libre de sollicitations publicitaires, sources de pollution visuelle ».

> C'est l'objet d'un RLPI. Il est plus contraignant que la réglementation nationale afin de s'adapter aux spécificités du territoire. L'extinction nocturne (23h – 7 h) est retenue dans le projet de RLPI.

- Monsieur Alain BEYRAND de Tours (mel du 21 avril 2022) :

En accord avec plusieurs associations environnementales, monsieur BEYRAND demande que « soient interdits les affichages numériques de moyenne et grande dimension sur l'agglomération tourangelle », qu'il juge agressifs voire dangereux pour les automobilistes et énergivores. D'un point de vue plus général, il souhaite « l'interdiction des publicités mobiles, aussi agressives et énergivores ».

> L'installation de la publicité numérique sur domaine privé concerne une seule zone, la ZP 3b. Elle couvre les secteurs d'activités économiques.

La publicité numérique sur domaine privé est soumise à autorisation préalable.

La publicité sur les véhicules n'entre pas dans le champ de compétence d'un RLPI.

- Monsieur Olivier MOUA de Tours (mel du 21 avril 2022) :

Monsieur MOUA ne souhaite pas que l'on enlève le panneau publicitaire situé sur sa parcelle 128 rue Delaroche à TOURS NORD. Il estime que *« la situation de ce panneau ne gênant pas vraiment les alentours et étant à la retraite, cela m'assure un revenu supplémentaire afin de subvenir aux besoins de ma famille qui compte 4 enfants en bas âge »*.

> Il s'agit des effets de l'application de la réglementation sur l'affichage extérieur.

Son objectif est de trouver un équilibre entre les libertés du commerce, de l'industrie, d'expression, et la préservation du cadre de vie.

II - Observations émanant des professionnels de l'affichage extérieur :

- Maître Grégoire TERTRAIS, avocat, agissant pour le compte des sociétés COCKTAIL DEVELOPPEMENT et PIXITY (groupe COCKTAIL VISION) :

En introduction, Me TERTRAIS expose *« les avantages majeurs que présente l'affichage numérique pour garantir, comme le prévoit la loi, un juste équilibre entre, d'une part les libertés du commerce et de l'industrie et d'expression, et d'autre part la préservation du*

cadre de vie, soit les sujets centraux en matière de gestion et d'encadrement de la publicité dans l'espace public ». Il précise que le groupe COCKTAIL VISION est spécialisé dans l'affichage numérique et mène l'essentiel de ses activités au titre du marché de l'affichage numérique "grand format", concurrent du marché traditionnel "papier". Il argumente en faveur des affichages numériques, qui « en diffusant plusieurs publicités sur un même support, permettent de limiter les supports de communication, et, ce faisant, présentent l'avantage de concilier l'objectif de protection du cadre de vie avec l'exercice des libertés du commerce, de l'industrie et d'expression ». Il s'appuie sur une étude réalisée par le Cabinet A. Waechter, cabinet spécialisé dans l'évaluation des milieux naturels, des zones humides, du paysage et dans la planification, qui « démontre l'intérêt de l'affichage publicitaire numérique au regard des préoccupations environnementales. Il ressort en effet avec évidence de cette étude que le numérique constitue, par rapport aux autres modes d'affichage, un outil privilégié de la réduction des émissions de gaz à effet de serre ». Il argumente que « la technologie est en constante évolution et que la perspective de mise en place de panneaux autonomes sur le plan énergétique est une réalité. Le groupe COCKTAIL VISION a intégré cet objectif dans sa politique RSE (NDLR : responsabilité sociétale des entreprises). De plus, l'impact lumineux de ces dispositifs peut être régulé grâce à un système de réglage de la luminosité par gradation qui permet d'adapter la puissance lumineuse en fonction de la luminosité extérieure. Ces réalités font, des affiches numériques, des équipements modernes permettant aux acteurs économiques de soutenir leurs activités via la publicité nécessaire à leur notoriété tout en permettant, parallèlement, de faire effectivement disparaître les alignements de panneaux classiques 4x3 tels qu'ils se sont développés, pendant des décennies, dans de nombreux secteurs ».

Il met en avant la nécessité de préserver la liberté du commerce et de l'industrie, ainsi que les règles de concurrence. Il constate que le projet de RLPi fait totalement abstraction de ces avantages en ciblant « de façon caricaturale et sans discernement, les dispositifs de publicité numérique au point d'exclure ce type de publicité du marché concurrentiel du grand format, marché constituant pourtant le cœur de métier de mes clientes. Il y a là nécessairement une violation manifestement caractérisée des règles de la concurrence au détriment de dispositifs pourtant aujourd'hui utilisés partout en France et notamment sur le territoire de Tours Métropole Val de Loire ».

Il conteste le fait « qu'alors que le RLPi arrêté institue 6 zones de publicité sur le territoire métropolitain, il interdit explicitement l'installation de dispositifs de publicité numérique proprement dits dans 3 de ces zones -étant entendu, nous l'avons dit, que mes clientes n'exercent pas leur activité sur mobilier urbain- et impose que ces dispositifs soient posés dans l'emprise des voies ouvertes à la circulation publique, directement sur le sol, et respectent une largeur de 0,80 m et une hauteur de 1,20 m maximum, dans 2 des autres zones » et constate que « la version du RLPi soumise à enquête publique remet totalement en cause le modèle économique de mon client en prohibant, purement et simplement, l'utilisation des affiches numériques grand format au cœur de son activité. Il s'agit d'une violation manifeste des règles de la concurrence et d'une atteinte tout à fait illégale à la liberté du commerce et de l'industrie des professionnels de l'affichage numérique et, avec eux, des annonceurs ».

Il souligne, alors que l'affichage numérique est un secteur d'activités d'ores et déjà strictement encadré par la loi, que le projet de RLPi « empêche arbitrairement l'exercice de leur activité par les professionnels de ce secteur, sans que l'identification d'enjeux locaux ne puisse le justifier ».

Il considère que, dans les zones ZP1 et ZP2, le projet de RLPi pose « des contraintes ayant pour effet d'interdire de facto le marché de l'affichage numérique "grand format", concurrent de l'affichage "grand format" traditionnel et au cœur du métier d'afficheur numérique ».

Il soulève l'illégalité de l'interdiction explicite de la publicité numérique en ZP3a1 et ZP3a2, qu'il estime « disproportionnée pour ne pas être justifiée par des enjeux particuliers en termes de "protection du cadre de vie" dès lors que les ZP3a1 "Secteurs mixtes et / ou en

mutation" et ZP3a2 "Séquences d'axes structurants" sont composées de nombreuses zones d'activités ».

De même qu'il juge illégales *« la limitation à 0,80 m de large et 1,20 m de hauteur de la surface des publicités numériques en ZP2 et l'interdiction de les installer hors emprise des voies ouvertes à la circulation publique »*. Il demande que Tours Métropole autorise la publicité numérique d'une surface de 8 m² en ZP2.

Il critique les règles interdisant, en ZP3b, d'implanter toute publicité scellée au sol sur une unité foncière bordant la voie ouverte à la circulation publique sur une distance inférieure à 40 mètres et limitant à un seul dispositif sur une unité foncière dont la longueur bordant la voie est comprise entre 40 mètres et 60 mètres.

Concernant les règles d'extinction, il demande que *« le futur RLPi de Tours Métropole Val de Loire s'en tienne, par principe, à la règle nationale des extinctions entre 1h et 6h du matin et, en tout état de cause, ne prévoit une extension de la plage horaire d'extinction des publicités que dans les secteurs dans lesquels elle est potentiellement justifiée par les enjeux effectifs de "protection du cadre de vie" »*.

Il reproche au projet de RLPi de créer une situation d'abus de position dominante en favorisant les professionnels du mobilier urbain.

En conclusion, il énumère les principales conséquences du projet de RLPi, à savoir :

- *« une interdiction expresse de la publicité numérique "grand format" et l'anéantissement du marché qui y est associé sur 5 des 6 zones du territoire métropolitain,*
- *une situation d'abus de position dominante en favorisant les professionnels du mobilier urbain en appréhendant leur produit comme un support privilégié pour l'implantation de publicité numérique, au détriment des professionnels de l'affichage numérique proprement dite,*
- *une interdiction implicite mais effective, à tout le moins, un encadrement tout à fait disproportionné de la publicité numérique en ZP3b, seule zone, et d'une taille insignifiante, où la publicité grand format n'est pas interdite, via l'adoption de règles de densité tout à fait édifiantes et révélatrice d'une position de principe d'hostilité.,*
- *l'obligation d'éteindre la publicité numérique sur l'ensemble du territoire couvert par le RLPi, de 23 heures à 7 heures du matin,*
- *une interdiction explicite d'installer des enseignes numériques commerciales ... au point qu'en pratique mes clientes ne pourront plus, en présence d'un tel règlement dogmatique, exercer leur métier en méconnaissance de la loi –récemment réaffirmée- et des grands principes qui régissent notre Démocratie et notre Etat de droit ».*

> Les zones ZP2, ZP3a1 et ZP3a2 recouvrent, en leur sein, des réalités différentes.

La délimitation des zones de publicité a été coconstruite avec les communes lors d'ateliers. Chacune, à leur échelle, ont identifié les secteurs résidentiels, les zones d'activités, les axes structurants...des arbitrages ont ensuite été opérés afin de garantir la cohérence intercommunale du document.

> Autoriser la publicité numérique d'une surface de 8 m² en ZP2.

La limitation de la publicité murale de 2 m² et l'interdiction de la publicité numérique en ZP2 sur domaine privé était un choix de la Métropole pour préserver les secteurs résidentiels.

> Le cumul des règles du RLPI revient à une interdiction générale de la publicité numérique, excepté celle sur mobilier urbain.

Certaines interdictions de publicité numérique ne résultent pas du RLPI, mais de la réglementation nationale.

C'est le cas de la ZP1 correspondant aux lieux les plus sensibles du point paysager et patrimonial, soit des lieux majoritairement listés à l'article L.581-8 du code de l'environnement (principe d'interdiction relative de publicité).

C'est le cas également de la ZP4 correspondant aux secteurs agglomérés des communes n'appartenant pas à l'unité urbaine de Tours.

Dans les ZP2 et ZP3, le choix opéré par la Métropole et ses communes membres à travers le RLPI a été soit d'interdire la publicité numérique (en ZP2 par égalité de traitement avec les habitants de la ZP4 notamment), soit de l'encadrer quant au nombre de dispositifs admis mais pas de sa surface (en ZP3b).

Des possibilités d'installation de publicité numérique, y compris de grand format, demeurent sur le territoire.

Par ailleurs, pour éviter toute erreur d'interprétation et tel que le projet a été arrêté, il est prévu de compléter le règlement après enquête publique pour préciser que les chevalets (publicité directement posée sur le sol) admis en ZP1 et en ZP2 ne peuvent être numériques.

> L'inégale traitement entre publicité numérique sur mobilier urbain et dispositifs 100 % publicitaires.

Ces deux supports n'ont pas été appréhendés avec la même approche.

En effet, la fonction « publicitaire » du mobilier urbain n'est qu'accessoire à sa fonction première de service aux usagers (R 581-43 à R581-47 du code de l'environnement), ce qui constitue une différence fondamentale avec les dispositifs 100% publicitaires sur domaine

privé. Par ailleurs, plusieurs préalables sont nécessaires à l'installation de publicité numérique sur mobilier urbain :

- le nombre d'habitants (communes de plus de 10 000 habitants) ;
- la passation d'un contrat d'affichage (opérateur – collectivité)
- l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France dans les abords des Monuments Historiques et en Site Patrimonial Remarquable

> Conserver la règle nationale d'extinction nocturne (1h-6h) au lieu de la règle locale 23h-7h.

Ce n'est pas la volonté de la collectivité puisqu'un des objectifs du RLPI est de concourir à l'encadrement des consommations d'énergie.

- Monsieur Stéphane DOTTELONDE, président de l'Union de la Publicité Extérieure (lettre du 19 avril 2022) :

Lors de la permanence du 20 avril 2022, en mairie de Luynes, deux représentants de l'UPE ont rencontré un membre de la commission d'enquête, afin d'exposer, en détail, les problématiques soulevées par leur organisation et leurs propositions.

Dans sa lettre, Monsieur DOTTELONDE souligne que le RLPI *« doit concilier de manière optimale les objectifs de protection du cadre de vie du territoire et le dynamisme économique et commercial des acteurs locaux dans le strict respect de la liberté d'expression »*.

Il constate que *« le projet de RLPI ne présente aucune étude d'impact économique et social tant pour les opérateurs que pour les annonceurs locaux. Cette étude aurait pourtant pu éclairer les choix les plus pertinents en fonction des objectifs poursuivis et permis d'évaluer les conséquences du texte présenté »*.

Après avoir présenté l'impact du projet de RLPI sur l'activité des principaux acteurs du secteur d'activité, il formule les propositions d'aménagements réglementaires suivantes :

Sur le zonage :

L'UPE remarque, d'une part, que le fond de plan associé aux choix de coloris permettant de représenter chacune des zones rend le document graphique particulièrement compliqué à lire, notamment pour la lecture des axes et, d'autre part, que le zonage peut parfois présenter des incohérences entre la définition des zones et la réalité du terrain.

Sur les dispositions en zone 2 :

L'UPE demande de maintenir un format d'affiche de 8 m² / dispositif à 10,50 m² cadre compris pour les dispositifs sur murs de bâtiments positionnés en zone 2 (très peu de dispositifs sont concernés mais ces mesures permettent de conserver une présence au sein d'un territoire donné) avec maintien d'un dispositif par mur et par linéaire de façade sur rue d'une unité foncière. L'UPE demande également d'inclure les axes structurants de la zone 2 en zone 3 pour disposer d'une couverture minimale garantissant aux annonceurs une audience de qualité.

Sur les dispositions en zone 3 :

Afin d'avoir une réglementation cohérente, lisible sur le terrain et facile d'application, l'UPE suggère la mise en place d'une seule zone 3 reprenant les axes structurants et les zones d'activités économiques : ensemble des zones 3a1, 3a2, 3b et secteurs demandés précédemment avec, le cas échéant, possible déclinaison en 2 zones distinctes : axes et zones d'activités économiques.

- Un seul format : 8 m² d'affiche, dispositif à 10,50 m².
- Règle de densité pour la zone axe : Dispositif sur mur de bâtiment : ✓ 1 dispositif par mur et par linéaire de façade sur rue d'une unité foncière. Dispositif scellé au sol : ✓ Linéaire inférieur à 40 mètres : Interdit ; ✓ Linéaire supérieur à 40 mètres : 1 dispositif scellé au sol.
- Règle de densité pour les zones d'activités : Dispositif sur mur de bâtiment : ✓ 1 dispositif par mur et par linéaire de façade sur rue d'une unité foncière. Dispositif scellé au sol : ✓ Linéaire inférieur à 40 mètres : Interdit ; ✓ Linéaire entre 40 et 60 mètres : 1 dispositif scellé au sol ; ✓ Linéaire supérieur à 60 mètres : 2 dispositifs séparés de 50 mètres.

Par ailleurs, l'UPE constate que dans bon nombre de cas et compte tenu du risque interprétatif du texte, de nombreux dispositifs sont en insécurité juridique alors qu'ils répondent aux critères de zonage et de format définis. L'UPE suggère la suppression de l'ensemble de cette disposition (distance minimale 2,50m par rapport à l'alignement de voirie, selon les contraintes de terrain).

Concernant les passerelles :

l'UPE suggère la réécriture suivante : « Les passerelles fixes ne sont admises que si elles ne sont pas visibles de la voie publique. Dans le cas contraire, elles doivent être entièrement repliables et demeurent pliées en l'absence des personnes chargées de les utiliser ».

Sur les dispositions en domaine ferroviaire :

l'UPE suggère l'introduction de règles particulières dans ce domaine permettant le maintien de dispositifs placés généralement dans un environnement moins urbanisé, dans l'ensemble des zones 3 : ✓ 1 dispositif seul sur son emplacement ✓ Interdistance de 250 mètres entre chaque dispositif ✓ Aucune distance n'est à respecter entre 2 dispositifs séparés par une voie routière ou par une voie ferrée.

Pour les dispositifs visibles depuis une voie ouverte à la circulation publique et implantés sur les quais non couverts ainsi que ceux situés sur les parvis, les règles pourraient être les suivantes :

- Maintien des dispositifs doubles (« côte à côte » et double face) ;

Aucune distance à respecter entre deux dispositifs séparés par une voie ferrée ;

- Suppression de l'obligation du format monopied. En effet, imposer des dispositifs de type monopied n'apporte aucune plus-value environnementale mais n'engendre uniquement que des coûts exorbitants non justifiés par des considérations circonstanciées relatives à la protection du cadre de vie.

- Autorisation des dispositifs publicitaires numériques dans un format de 2m².

Sur les dispositions concernant le domaine aéroportuaire :

Il semble que le domaine aéroportuaire et ses accès soient intégrés au RLPi en zone « non bâtie », zone alors interdite à toute forme de publicité extérieure. Dans ces conditions, l'UPE suggère la réintégration de l'emprise aéroportuaire, dans sa partie « bâtiments » et ses accès, en zone 3.

Publicités sur palissade de chantier (ZP2, ZP3a1, ZP3a2, ZP3b, et ZP4) :

Dans la mesure où le projet de RLPi soumet ces publicités à des formats différents selon les zones et dans un objectif d'harmonisation réglementaire et de cohérence territoriale, l'UPE souhaite un aménagement de ces dispositions et suggère la possibilité d'implanter 3 dispositifs publicitaires de format unitaire 10.50 m² (encadrement inclus) par voie bordant le chantier en toutes zones du RLPi.

Bâches publicitaires :

L'UPE suggère de soumettre ces types de support à la seule réglementation nationale afin que les maires puissent exercer un contrôle discrétionnaire sur chaque demande d'autorisation préalable.

Extinction des publicités et enseignes lumineuses :

L'UPE suggère une règle d'extinction pour les dispositifs d'affichage – incluant les dispositifs à l'intérieur des vitrines - de 00.00 heure à 06.00 heure. De plus, il conviendrait de bien reprendre les termes de l'article L581-14-4 du code de l'environnement quant à son champ d'application et de compléter par la mention suivante : « Les publicités lumineuses sont éteintes entre 00.00 heure et 06.00 heures, y compris celles situées dans les vitrines et baies des locaux à usage commercial qui n'est pas principalement utilisé comme un support de publicité et destinées à être visibles d'une voie ouverte à la circulation publique... ».

Caissons lumineux (ZP1 et ZP2) :

L'UPE ne comprend pas à quels types de dispositifs ces dispositions font référence exactement. En outre, s'agissant des dispositifs lumineux situés à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial qui n'est pas principalement utilisé comme un support de publicité et destinées à être visibles d'une voie ouverte à la circulation publique, l'article L581-14-4 du code de l'environnement permet uniquement de réglementer les horaires d'extinction, la surface, la consommation énergétique et la prévention des nuisances lumineuses. Cet article ne permet pas d'aller au-delà des quatre items identifiés.

Pour toutes ces raisons, L'UPE demande d'apporter de plus amples précisions concernant ces dispositions et leur champ d'application.

Publicité et préenseignes :

> Le projet de RLPI ne présente aucune étude d'impact économique et social.

Ces éléments ne sont pas requis dans le rapport de présentation. En revanche, certains aspects de l'impact économique ont été évoqués au cours de la concertation.

> Améliorer la lisibilité des plans (couleurs), notamment des axes.

Cet ajustement sera opéré après l'enquête publique (Cf courrier du 9/05/2022).

> Pour la publicité murale en ZP2, maintenir un format de 10,50m² cadre compris, à raison d'un dispositif par mur et par linéaire de façade sur rue d'une unité foncière.

La limitation de la publicité murale de 2m² en ZP2 était un choix de la Métropole pour préserver les secteurs résidentiels.

> Exclure de la ZP2 certains axes structurants pour les classer en ZP3 (les communes concernées sont Tours, Saint Cyr sur Loire, Joué-lès-Tours, Saint-Avertin).

La délimitation des zones de publicité a été coconstruite avec les communes lors d'ateliers. Chacune, à leur échelle, ont identifié les secteurs résidentiels, les zones d'activités, les axes structurants...des arbitrages ont ensuite été opérés afin de garantir la cohérence intercommunale du document.

> Avoir une seule ZP3, sans sous-indice :

- un seul format (10,50m²) ;

- une règle de densité pour les axes (un dispositif par linéaire + exigence linéaire minimal 40m pour les scellés au sol) ;

- une règle de densité pour les zones commerciales.

Lors de l'élaboration du plan de zonage, la définition de sous zones pour ces secteurs permettait de s'adapter aux spécificités tout en conservant une cohérence de territoire.

> Supprimer l'exigence d'une distance minimale de 2,50m entre un dispositif publicitaire scellé au sol et l'alignement de la voie en ZP3.

Cette règle existait déjà dans certains RLP communaux de la Métropole et a pleinement produit ses effets sur le terrain.

Son objectif est d'améliorer la lisibilité des enseignes et de la publicité.

> Revoir la rédaction de l'article relatif aux passerelles installées sous les dispositifs.

Proposition UPE :

« Les passerelles fixes ne sont admises que si elles ne sont pas visibles de la voie publique. Dans le cas contraire, elles doivent être entièrement repliables et demeurent pliées en l'absence des personnes chargées de les utiliser »

Cet ajustement sera opéré après l'enquête publique.

> Le traitement de la publicité scellée au sol – sur les quais des gares, les parvis et sur le domaine ferroviaire

Lors de l'élaboration du zonage du RLPI, il a été fait le choix de ne pas définir des règles spécifiques au domaine ferroviaire.

La règle pourra être précisée après l'enquête publique s'agissant de la question des affichages sur les quais des gares.

||

> Inclure l'aéroport en ZP3.

A l'arrêt du projet, cette zone n'était pas constituée d'ensembles bâtis rapprochés. C'est la raison pour laquelle l'aéroport n'est pas couvert par une zone de publicité et que les règles nationales y sont applicables.

> Pour le traitement des publicités sur palissades de chantier, admettre 3 dispositifs publicitaires de 10.50m² chacun par voie bordant le chantier, en toutes zones du RLPI.

Ce n'était pas le choix de la Métropole.

> Pour le traitement des bâches publicitaires permanentes, conserver les règles nationales, sans restriction de surface ni de nombre.

Ce n'était pas un choix de la Métropole.

En effet, l'impact paysager de ces dispositifs est semblable à la publicité murale. C'est la raison pour laquelle les bâches permanentes sont soumises aux mêmes règles locales que les publicités murales classiques.

> Concernant la règle d'extinction nocturne, préciser : « y compris celles situées dans les vitrines et baies des locaux à usage commercial qui n'est pas principalement utilisé comme un support de publicité et destinées à être visibles d'une voie ouverte à la circulation publique ».

Cet ajustement sera opéré après l'enquête publique.

> Fixer la plage horaire d'extinction nocturne à 00h-6h, au lieu de 23h-7h.

Ce n'est pas le choix de la Métropole.

Un des objectifs du RLPI est de concourir à l'encadrement des consommations d'énergie.

> A quoi correspond les caissons lumineux.

Il s'agit d'une forme d'enseigne extérieure.

- Monsieur Antoine GUITTON, directeur régional de JC DECAUX (mel du 21 avril 2022) :

Dans sa lettre, la Société JCDecaux France expose que « le Code de l'environnement prévoit cinq types de mobiliers urbains susceptibles de recevoir de la publicité à titre accessoire (articles R.581-43 à R.581-47), à savoir les abris destinés au public, les kiosques à journaux et autres kiosques à usage commercial, les colonnes porte-affiches réservées aux annonces de spectacles ou de manifestations à caractère culturel, les mâts porte-affiches réservés aux annonces de manifestations économiques, sociales, culturelles ou sportives, les mobiliers destinés à recevoir des œuvres artistiques ou des informations non publicitaires à caractère général ou local.

Le mobilier urbain participe directement à l'effectivité d'un service public continu et proche des usagers (service public des transports pour les abris-voyageurs – article 5 de la loi du 30 décembre 1982 sur l'orientation des transports intérieurs, service public de l'information pour les mobiliers d'information locale - CE 10 juillet 1996 Coisne, n°140606) et les droits d'exploitation publicitaire sur les mobiliers urbains permettent de financer les services rendus.

Supports de publicité « à titre accessoire eu égard à [leur] fonction » (article R.581-42 du Code de l'environnement), ils ne peuvent donc être assimilés à un dispositif publicitaire « dont le principal objet » est de recevoir de la publicité (article L.581-3 du Code de l'environnement). Cette spécificité explique d'ailleurs le traitement distinct du mobilier urbain au sein du Code de l'environnement (sous-section spécifique « utilisation du mobilier urbain comme support publicitaire »), de même qu'au sein du présent projet de RLPI (dispositions propres aux « publicités et pré-enseignes sur mobilier urbain »). En outre, il importe de rappeler que l'implantation du mobilier urbain sur domaine public présente l'avantage, par rapport aux autres catégories de supports publicitaires, d'être entièrement contrôlée et maîtrisée, par la collectivité contractuellement. Ces implantations ainsi maîtrisées permettent de garantir un équilibre entre la viabilité commerciale des mobiliers publicitaires (impérative pour le financement des services offerts aux usagers) et la force de couverture du réseau d'information municipale. Ce réseau étant par ailleurs consolidé par des mobiliers 100% non publicitaires, lesquels également financés par les recettes commerciales. Ainsi, toute restriction à l'égard du mobilier urbain au sein d'un RLPI est un risque de rupture de cet équilibre et grève par ailleurs les possibilités données aux

collectivités de disposer d'une ressource financière fondamentale pour le financement de services aux citoyens.

Observations principales sur les axes du projet actuel :

- *Publicités numériques en SPR : Le projet de RLPi arrêté prévoit, dans son article 2 « Possibilités d'installation de publicités ou de pré-enseignes dans les lieux mentionnés au paragraphe I de l'article L. 581-8 du code de l'environnement, en toutes zones » de proscrire sur mobilier urbain « la publicité lumineuse autre qu'éclairée par projection ou transparence », c'est-à-dire la publicité numérique, dans les Sites Patrimoniaux Remarquables. Or, étant placé au service de la communication des villes, le mobilier urbain numérique offre une nouvelle expérience et devient le vecteur d'une prise de parole contextualisée, réactive, diffusée en temps réel. Accessible à tous les annonceurs, notamment pour les commerces de proximité, le mobilier urbain numérique est particulièrement efficace pour valoriser l'économie locale. Les villes disposant de la pleine et entière compétence pour décider de l'implantation de mobiliers urbains numériques sur leurs territoires (régime strict de l'autorisation préalable – article R581-15 du Code de l'environnement) et l'Architecte des Bâtiments de France pouvant refuser toute implantation jugée inadaptée en SPR, nous préconisons de maintenir, au sein du futur RLPi, le choix pour les villes de déployer ou non à l'avenir une telle technologie de mobilier urbain en SPR.*

Ajustement proposé : « Article 2 : Possibilités d'installation de publicités ou de pré-enseignes dans les lieux mentionnés au paragraphe I de l'article L. 581-8 du code de l'environnement, en toutes zones. Outre les dispositifs mentionnés au paragraphe 1.1. de l'article 1er ci-avant, seules sont admises dans les lieux mentionnés au paragraphe I de l'article L. 581-8 du code de l'environnement, les publicités et pré-enseignes désignées ci-après et sous les conditions suivantes : sur mobilier urbain dans les conditions définies par les articles R. 581-42 à R. 581-47 du code de l'environnement et /pour le mobilier urbain mentionné à l'article R. 581-47 du même code :

- *de type mono-pied ;*
- *de surface unitaire maximale de 2m² ;*
- *la publicité lumineuse autre qu'éclairée par projection ou transparence **n'étant admise que** dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants ».*

- *Extinction nocturne : D'autre part, le projet de RLPi arrêté prévoit dans son article 1.2 une extinction nocturne des publicités lumineuses entre 23 heures et 7 heures, alors opposable à l'ensemble des mobiliers urbains « à l'exception de celles apposées sur les abris voyageurs auxquelles aucune obligation d'extinction nocturne n'est imposée ». Nous souhaitons rappeler que dans son article R.581-35, le Code de l'environnement ne prévoit pas l'opposabilité des règles d'extinction lumineuse à l'ensemble des mobiliers urbains éclairés par projection ou transparence et des mobiliers numériques. En outre, les juges ont pu établir que l'éclairage la nuit des mobiliers urbains leur permet « d'assurer leur fonction d'information des usagers des transports publics et des usagers des voies publiques et*

contribue à la sécurité publique dans les agglomérations » (Conseil d'Etat, 4 décembre 2013, req. n° 357839).

Ajustement proposé « 1.2 Extinction nocturne : Les publicités lumineuses sont éteintes entre 23 heures et 7 heures, y compris celles situées dans les vitrines et baies des locaux à usage commercial à l'exception de celles supportées par le mobilier urbain, et notamment celles apposées sur les abris voyageurs auxquelles aucune obligation d'extinction nocturne n'est imposée. »

Publicité et préenseignes :

> Propose que la publicité numérique sur mobilier urbain soit admise dans les SPR.

Ce n'était pas le choix opéré par la Métropole suite à la concertation avec l'Architecte des Bâtiments de France.

> Propose de ne pas soumettre la publicité lumineuse sur mobilier urbain à obligation d'extinction.

Ce n'est pas la volonté de la Métropole puisqu'un des objectifs du RLPI est de concourir à l'encadrement des consommations d'énergie.

III – Observations émanant d'associations

- Paysages de France :

Lors de la permanence du 22 mars 2022, Monsieur Jean-Marie DELALANDE vice-président de « Paysages de France » a déposé un premier document résumant, sous forme de tableau, les observations de son association sur le projet de RLPI.

Le 12 avril 2022, il a transmis, par message électronique, un courrier développant ces différentes observations, avec l'appui de deux autres associations, à savoir l'association « Résistance à l'Agression Publicitaire » et l'association « Aquavit ».

Ces associations estiment qu'il faut réduire drastiquement la place de la publicité et des enseignes dans l'environnement et qu'il convient de « tordre le cou » aux idées reçues ayant pour effet de favoriser le développement de la publicité extérieure et de nuire à la qualité des paysages, au cadre de vie, au commerce de proximité, à la sécurité routière, à la transition énergétique, etc.

Elles estiment que le projet de RLPI est déconnecté des enjeux environnementaux actuels et a pour effet de déconstruire les mesures de protection instaurées par le code de l'environnement.

Elles contestent la création de six zones réglementaires et jugent illégale l'autorisation de la publicité dans l'agglomération de Villedry, qui fait partie du parc naturel régional Loire Anjou Touraine.

Elles critiquent la présentation de certaines parties du dossier et demandent d'inclure en fin de règlement un tableau récapitulatif des principales mesures, en rappelant éventuellement les mesures du règlement national de publicité.

Elles se déclarent insatisfaites de la concertation menée dans le cadre de l'élaboration du projet.

Elles développent ensuite toute une série de préconisations, qui peuvent être synthétisées de la façon suivante :

De manière générale, elles préconisent :

- 1) qu'un format unique de 4 m² soit appliqué sur l'ensemble des secteurs où la publicité n'est pas interdite (lieux mentionnés à l'article L.581-8 du code de l'environnement),
- 2) que la publicité scellée au sol soit proscrite là où le règlement national de publicité l'autorise, à tout le moins qu'elle ne soit admise que dans des secteurs restreints et ne puisse dépasser 2 m² ni 2 mètres de hauteur,
- 3) que la publicité soit interdite dans les lieux mentionnés à l'article L.581-8. En cas de maintien de dérogations, il conviendrait d'exclure les dispositifs défilants, les numériques et de limiter la surface des publicités à 2 m² au grand maximum,
- 4) que le nombre de zones soit limité à quatre au lieu de six,
- 5) que la zone « axes structurants » traversant les zones résidentielles soit supprimée,
- 6) que toute publicité soit interdite dans l'agglomération de Villedry, en raison du PNR,
- 7) qu'un tableau récapitulatif des principales mesures soit inclus en fin de règlement,
- 8) que les enseignes soient réglementées en ZP3 et ZP4 et hors agglomération.

Publicité et préenseignes :

> « Diminuer la surface des dispositifs publicitaires et imposer un format unique »

Ce n'était pas le choix de la Métropole.

En effet, imposer une surface unique conduit à ne pas tenir compte des différentes ambiances paysagères et urbaines du territoire.

> Proscrire la publicité scellée au sol là où la réglementation nationale l'autorise, l'admettre dans des secteurs restreints dans la limite de 2m² de surface et 2m de hauteur.

La publicité scellée au sol est interdite dans les lieux listés à l'article L.581-8 du code de l'environnement (abords des monuments historiques, Site Patrimonial Remarquable...), en ZP1, en ZP2 ainsi qu'en ZP4.

En ZP3, la surface est réduite de 12m² à 10,50m² et 4m².

> Maintenir la règle nationale d'interdiction de publicité dans les lieux listés à l'art.L.581-8 c.env. (SPR, abords des monuments historiques, sites inscrits), ou limiter la publicité à 2m² ou interdire le numérique.

Comme le permet la réglementation nationale, le RLPI déroge à l'interdiction de publicité dans les lieux listés à l'article L.581-8 du code de l'environnement, uniquement pour admettre des types de publicité directement contrôlés par les collectivités : la publicité sur mobilier urbain (supportée à titre accessoire et installée au titre d'un contrat conclu par la commune ou autre collectivité compétente) ainsi que la publicité directement installée sur le sol de type chevalets (soumise à autorisation d'occupation du domaine public).

Sur mobilier urbain, la publicité est limitée à 2m² (sur mobilier d'information et sur abris voyageurs). Installée directement sur le sol, les dimensions sont encadrées (0,80m X 1,20m), la surface maximale ne pouvant dépasser 1m².

> Limiter à 4 zones de publicité, supprimer la zone « axes structurants » traversant des secteurs résidentiels.

La délimitation des zones de publicité a été coconstruite avec les communes lors d'ateliers. Chacune, à leur échelle, ont identifié les secteurs résidentiels, les zones d'activités, les axes structurants...des arbitrages ont ensuite été opérés afin de garantir la cohérence intercommunale du document.

> Mettre en adéquation le plan de zonage avec le plan des lieux d'interdiction.

Ce sujet est traité au travers des questions de la commission d'enquête (Cf courrier du 9/05/2022).

> Inclure en fin de règlement un tableau récapitulatif des principales mesures, avec les dispositions du RNP en italique par exemple.

Un document pédagogique en dehors du dossier de RLPI stricto sensu sera élaboré pour mettre en relation les dispositions du RLPI avec celles de la réglementation nationale. Il sera accessible au public et au service instructeur.

Enseignes :

> Réglementer les enseignes en ZP3 et ZP4 et hors agglomération.

Il a été fait le choix d'édicter des règles spécifiques pour les enseignes en ZP1 ZP2 et ZP3.

En ZP3, un format spécifique pour les enseignes scellées au sol est exigé.

Pour les secteurs moins densément peuplés (en ZP4 et hors agglomération), la Métropole a souhaité appliquer les dispositions générales (article 8 des dispositions réglementaires) et ainsi, laisser la possibilité aux communes d'adopter des chartes spécifiques.

Pour la publicité, les trois associations demandent :

- 9) D'interdire les publicités scellées au sol, sauf éventuellement en zone d'activité et limitées à 2 m².
- 10) De limiter à 4 m² maximum les publicités sur mur.
- 11) De rédiger des règles de densité en accord avec les orientations définies au préalable, facilement compréhensibles et applicables.
- 12) D'interdire les bâches publicitaires ou, à défaut, limiter leur surface à 2 m².
- 13) De limiter à 12 m² la publicité sur les bâches de chantier.
- 14) De limiter la publicité sur mobilier urbain à 2 m² maximum.
- 15) D'interdire le numérique, autant sur le domaine privé que sur le mobilier urbain.
- 16) De limiter la publicité à la face externe pour les abris voyageurs.
- 17) De placer les informations municipales visibles dans le sens de circulation pour le mobilier urbain d'information.
- 18) D'imposer l'extinction nocturne de la publicité sur les abris voyageurs en dehors des heures de service.
- 19) D'instaurer une règle de densité ou une limitation par rapport au nombre d'habitants.
- 20) D'interdire la publicité sur le mobilier urbain dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants n'appartenant pas à l'unité urbaine de Tours.
- 21) De doubler les surfaces minimum d'affichage d'opinion dans chaque commune.
- 22) D'interdire tout panneau d'affichage lumineux (y compris éclairé par projection ou transparence) sur le domaine public ou privé, à moins de 40 mètres d'un carrefour.

Pour les enseignes, les associations demandent :

- 23) De réduire la surface des enseignes sur façade (6 m² pour chaque façade supérieure à 50 m² et 4 m² pour chaque façade inférieure à 50 m²).
- 24) D'imposer l'extinction des enseignes lumineuses de une heure après la fermeture de l'établissement à une heure avant l'ouverture.
- 25) D'interdire les enseignes numériques.
- 26) D'interdire les enseignes scellées au sol dans toutes les zones, sauf si l'enseigne sur façade n'est pas visible de la voie publique.
- 27) D'interdire les enseignes sur toiture également en ZP3 ou à défaut les limiter à 8 m².

- 28) D'interdire les enseignes sur toiture en ZP4.
- 29) De limiter à une enseigne de 1 m² ou moins de 1 m² par établissement et par côté bordant une voie publique dans les quatre zones et hors agglomération.
- 30) De limiter à un dispositif par tranche de 50 mètres de linéaire de façade et avec une surface maximale de 1,5 m².
- 31) De proscrire les enseignes numériques.
- 32) D'appliquer aux enseignes temporaires de moins de trois mois les dispositions concernant les enseignes permanentes.
- 33) D'appliquer aux enseignes temporaires de plus de trois mois les dispositions concernant les enseignes permanentes.
- 34) D'appliquer aux enseignes situées hors agglomération les dispositions concernant la ZP1.
- 35) D'interdire les publicités placées à l'intérieur des vitrines.
- 36) D'interdire les enseignes numériques, autoriser uniquement celles éclairées par projection ou transparence, limitées à 1 m².
- 37) D'adapter en conséquence le rapport de présentation.

Publicité et préenseignes :

> Interdire les publicités scellées au sol, sauf éventuellement en zone d'activités et limitée à 2m.

Cf réponse faite à l'association Paysage de France.

> Limiter à 4m² la publicité murale.

Ce n'était pas le choix de la Métropole.

En effet, imposer une surface unique revient à nier les différentes ambiances paysagères et urbaines du territoire.

> Rédiger des règles de densité en accord avec les orientations définies au préalable, facilement compréhensibles et applicables

En toutes zones, le projet de RLPI durcit les règles nationales de densité définies à l'article R.581-25 c.env., permettant ainsi de réduire le nombre de dispositifs.

Le projet de RLPI porte une attention particulière aux dispositifs scellés au sol, qui sont les dispositifs majoritairement installés à ce jour et les plus impactants pour le paysage. Ainsi, pour cette catégorie de publicité, le projet de RLPI exige un linéaire minimal de façade sur rue de l'unité foncière pour qu'un dispositif scellé au sol puisse s'installer. Cela signifie que leur installation n'est possible que sur les unités foncières importantes, dans des séquences paysagères plus aérée.

> Interdire les bâches publicitaires permanentes ou les limiter à 2m2.

Les bâches publicitaires permanentes ne sont admises par la réglementation nationale que dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants (soit seulement 8 communes sur les 22 que compte Tours Métropole). Elles sont par ailleurs soumises à autorisation préalable du Maire, délivrée au cas par cas.

> Limiter à 12m² la publicité sur les bâches de chantier.

De même que les bâches permanentes, les bâches de chantier ne sont admises que dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants et sont également soumises à autorisation préalable et non à simple déclaration.

> Limiter à 2m² la publicité sur mobilier urbain.

La publicité sur mobilier urbain est limitée à 2m² dans les lieux listés à l'article L.581-8 du code de l'environnement, en ZP1, en ZP2 (exception faite des communes de Tours, Saint-Pierre-des-Corps et Joué-les-Tours) ainsi qu'en ZP4, soit sur une très grande majorité du territoire.

La publicité sur mobilier urbain d'information est portée à 8m², uniquement en ZP3.

> Interdire la publicité numérique

La publicité numérique sur mobilier urbain, installée au titre d'un contrat conclu par la commune ou autre collectivité compétente, n'est admise que dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants, soumise à autorisation préalable du Maire et accord de l'Architecte des Bâtiments de France dans les abords des monuments historiques et en Site Patrimonial Remarquable.

Plusieurs préalables sont nécessaires à l'installation de publicité numérique sur mobilier urbain.

Sous réserve de ces limites, le projet de RLPI admet la publicité numérique sur mobilier urbain dans les lieux listés à l'article L.581-8 du code de l'environnement en dehors des Sites Patrimoniaux Remarquables, en ZP1, ZP2 et ZP3.

> Limiter la publicité sur abris voyageurs à la face externe et placer les informations du côté le plus visible du mobilier d'information

Ce type de disposition est à inclure dans les contrats de mobiliers urbains.

> Imposer l'extinction nocturne de la publicité sur abris voyageurs une fois le service terminé.

Cet ajustement sera opéré après l'enquête publique.

> Instaurer une règle de densité sur le mobilier urbain

Le mobilier urbain est installé sur domaine public à des fins de commodité pour les usagers : abris voyageurs, mobiliers d'information...Son installation est donc régie par la nécessité de rendre un service au public. Soumettre la publicité sur mobilier urbain à une règle de densité n'est pas adapté à la fonction de ces mobiliers.

> Interdire la publicité sur mobilier urbain dans les agglomérations n'appartenant pas à l'unité urbaine de Tours.

Ce n'est pas le choix de la Métropole et des 5 communes n'appartenant pas à l'unité urbaine de Tours.

> Concernant l'affichage d'opinion, doubler les surfaces minimales prévues par la réglementation nationale.

L'affichage d'opinion n'entre pas dans le champ de compétence du RLPI.

> Interdire toute publicité lumineuse à moins de 40m d'un carrefour.

Le RLPI est élaboré sur le fondement du code de l'environnement, son objet étant d'adapter les règles nationales aux spécificités du contexte local.

En vertu du principe d'indépendance des législations notamment, les considérations autres qu'environnementales (ex : de sécurité routière ou sociétales) ne peuvent justifier l'instauration de règles locales encadrant l'installation des publicités et préenseignes.

> Interdire la publicité placée à l'intérieur des vitrines.

La loi Climat et Résilience du 22 août 2021 permet désormais à un RLP d'« encadrer » ces dispositifs (horaires d'extinction/surface/consommation d'énergie/prévention des nuisances lumineuses), elle ne permet pas de les interdire.

Ces dispositions étant intervenues en cours d'élaboration du RLPI, il est retenu au projet arrêté, l'application de la règle d'extinction nocturne (23h -7h).

Enseignes

> Pour les enseignes en façade, limiter à 6m² pour les façades de plus de 50m² et à 4m² dans les autres cas.

C'était un choix de maintenir la règle nationale de proportion (15% ou 25%).

En effet, à l'instar de la réglementation nationale, il semble plus adapté à la diversité des commerces et activités en place de raisonner en termes de proportionnalité des enseignes par rapport à la surface de la façade commerciale.

> Imposer l'extinction nocturne des enseignes au plus tard 1h après la fin de l'activité.

Dans le projet de RLPI arrêté, il avait été fait un choix de cohérence.

En effet, par égalité de traitement entre les publicités et les dispositifs lumineux situés à l'intérieur d'un commerce, la règle locale d'extinction nocturne est fixée à 23h-7h, lorsque l'activité a cessé.

> Interdire les enseignes numériques.

Le projet de RLPI interdit sur tout le territoire métropolitain les enseignes à lumière ou image non fixe : laser, messages défilants, numérique à image mouvante notamment.

> Interdire les enseignes scellées au sol sauf si les enseignes en façade ne sont pas visibles de la voie publique.

Il avait été faire le choix d'encadrer cette typologie d'enseignes de manière adaptée aux différentes ambiances urbaines couvertes par les zones de publicité.

En effet, les enseignes scellées au sol sont interdites dans les lieux protégés (art.L.581-4 et -8 c.env.) et en ZP1.

En ZP2, elles ne sont admises que si les enseignes en façade ne sont pas visibles depuis la voie.

En ZP3, le format totem est imposé ainsi que des règles de positionnement.

> Interdire les enseignes en toiture, ou les admettre uniquement en ZP3 et limitées à 8 m².

Les enseignes en toiture sont interdites dans les lieux protégés (art.L.581-4 et -8 c.env.), en ZP1, en ZP2 ainsi qu'en ZP3 dans certaines communes (Cf p13 des dispositions réglementaires).

Ailleurs (ZP3 des autres communes non listées par le règlement, ZP4 et hors agglomération), les enseignes en toiture sont admises selon les règles nationales : ces secteurs correspondent soit à des zones principalement dédiées au commerce et à l'activité soit à des séquences paysagères très aérées et éloignées des habitations, au sein desquelles les besoins de visibilité des enseignes (y compris de loin) sont plus forts.

> Limitier le nombre d'enseignes scellées au sol de moins de 1m2 à un dispositif par établissement et par voie.

C'était un choix qui n'a pas été retranscrit de manière suffisamment détaillé dans le RLPI. Cet ajustement sera opéré après l'enquête publique.

> Limitier les enseignes sur clôture à un dispositif de 1,50m² par tranche de 50m de linéaire de façade.

Il n'était pas retenu de linéaire de façade sur rue pour l'installation d'une enseigne sur clôture. Les enseignes sur clôtures sont interdites en lieux protégés, en ZP1 et en ZP2, sauf lorsque l'activité est située en retrait de la voie et que l'enseigne en clôture est le seul moyen de visibilité. L'enseigne est alors limitée à un dispositif de 1,50m² par établissement.

En ZP3, ZP4 et hors agglomération, les enseignes sur clôture sont admises et soumises aux mêmes règles que les enseignes parallèles à la façade.

> Soumettre les enseignes temporaires aux mêmes règles que les enseignes permanentes.

Les enseignes (ou préenseignes) temporaires n'entre pas dans le champ de compétence d'un RLPI.

> D'appliquer aux enseignes situées hors agglomération les dispositions concernant la ZP1.

Cf réponse faite à l'association Paysage de France.

- AQUAVIT 37 :

Le 20 avril 2022, Madame Annie GOLEO, secrétaire d'AQUAVIT 37 a fait parvenir, par mel, un courrier, dans lequel elle déclare partager totalement les observations de Paysages de France sur le projet de RLPI et tient à apporter des précisions qui illustrent « la régression environnementale » que constitue ce projet de règlement comparé au Règlement Local de Publicité de TOURS arrêté en 2004. Elle a rendu visite au commissaire-enquêteur lors de la permanence du 21 avril 2022 pour développer les arguments suivants :

- *« Le RLP de TOURS protège les bords de Loire et du Cher (ZPR0 page 9). Si le RLPI protège les bords de Loire (ZP1), cela ne semble pas le cas pour les bords du Cher. Pire le projet utilise les dispositions de l'article L581-14 du code de l'environnement qui permet de déroger à l'article L581-8, lequel interdit la publicité aux abords des monuments historiques et dans le périmètre des sites patrimoniaux notamment.*
- *La publicité est interdite dans un rayon de 40 mètres autour des giratoires dans le RLP de TOURS (page 9). Cette prescription n'existe pas dans le projet de RLPI. - Sur les longs linéaires, le RLP de TOURS prescrit une distance de 60 mètres au minimum entre deux panneaux (page 13) ; le RLPI seulement de 50 mètres (page 8).*
- *Dans toutes les zones, le RLP de TOURS interdit les panneaux sur les murs dont la surface est inférieure à 36 m² . Cette disposition évite d'avoir des façades « écrasées » par la publicité. Malheureusement elle n'est pas reprise dans le RLPI.*
- *Le RLP de TOURS prévoit des clauses de protection des fonds voisins (& b-3- page 12). Aucune protection des tiers riverains ne figure dans le RLPI.*
- *Ce constat nous conduit à formuler les remarques suivantes :*
 - *Un comparatif de la mise en œuvre des RLP en vigueur de TOURS, JOUÉ LÈS TOURS, CHAMBRAY LÈS TOURS et de SAINT AVERTIN avec celle du RLPI devrait figurer dans le dossier d'enquête. L'affichage c'est bien, mais la transparence, c'est encore mieux.*
 - *Dans ce dossier, les associations ont été peu consultées, nul doute que les publicitaires l'ont été plus.*
 - *Notre métropole est touristique, attention à ne pas la laisser défigurée. La publicité numérique particulièrement agressive et énergivore devrait être interdite ».*

> Protection des bords de Loire et Bord de Cher.

Cf réponse faite aux questions de la commission d'enquête.

> Interdire toute publicité lumineuse à moins de 40m d'un carrefour.

Cf réponse faite aux trois associations.

> Un comparatif de la mise en œuvre des RLP en vigueur de TOURS, JOUÉ LÈS TOURS, CHAMBRAY LÈS TOURS et de SAINT AVERTIN avec celle du RLPI devrait figurer dans le dossier d'enquête.

Ces documents ayant été réalisés pour certains d'entre eux sous l'empire du régime anté grenelle, plusieurs de leurs dispositions sont devenues obsolètes voire illégales face à la jurisprudence.

On ne peut donc pas valablement les comparer avec les dispositions du RLPI.

Par ailleurs, lors de la phase diagnostic, une analyse des RLP en vigueur a été faite afin d'examiner les règles qui ont démontré un intérêt pour le territoire.

> Les associations n'ont pas été suffisamment consultées par rapport aux afficheurs.

Des séances de présentation aux associations et aux afficheurs se sont tenues au cours de la procédure.

- Association « Sites et Monuments » :

Par mail du 21 avril 2022, Madame Martine BONIN a formulé les observations suivantes :

En zone P1

« Dans un SPR, le règlement déroge pour certaines publicités et pré-enseignes aux interdictions légales de publicités telles qu'elles résultent de l'article L581-8 du code de l'environnement au profit des dérogations de L581-14.

Citons en exemple les boulevards Béranger et Heurteloup à Tours situés en limite du SPR qui présentent des publicités installées sur le sol ou sur mobilier urbain. Elles sont placées soit au début des boulevards devant des massifs de fleurs qui annoncent le mail ou aux différents carrefours et dans le sens inverse de la circulation, ce qui est regrettable. De plus la pose temporaire d'oriflammes pour des événements culturels constitue une véritable pollution visuelle.

Enfin dans la partie Sud de la place Jean-Jaurès la publicité atteint une densité maximale pour les mêmes types de publicité déposée sur du mobilier urbain notamment sur les abribus!

En revanche à l'intérieur du SPR elle est plus discrète aux abords des MH.

Depuis 20 ans des efforts considérables ont été faits pour supprimer la publicité en bordure de Loire et des villages et moins en bordure du Cher ».

En zone P2

« Sur le domaine public la publicité est limitée à 2m2 sur mobilier d'information, portée à 8m2 des les communes de Tours, Saint-Pierre-des-Corps et Joué-Les-Tours (la publicité numérique étant quant à elle limitée à 2m2).

Dommage que cela ne soit pas étendu à toutes les communes et que la publicité numérique, même restreinte, soit autorisée car elle est énergivore et constitue une véritable pollution visuelle ».

En zone P3

« La publicité sur les axes structurants est excessive. Elle distrait le conducteur et ne devrait jamais exister dans le sens inverse de la circulation.

Exemple : Lorsqu'on sort de La Membrolle-sur-Choisille et qu'on emprunte sur le plateau le boulevard Charles de Gaulle vers Tours, la circulation se fait sur 4 voies séparées par un muret. Avant d'arriver au rond-point KATRINEHOLN sont disposées depuis peu de temps deux ou grandes publicités installées sur chevalets dans le sens inverse de la circulation à l'approche du rond-point lorsque la voie est sinueuse.

Sur les routes importantes le RLPi ne prévoit plus une interdiction de publicité dans un rayon de 40m autour des giratoires comme précédemment. De plus la distance entre les panneaux est ramenée à 50m et non plus 60m. On permet une densification plutôt qu'une incitation à une réduction de publicité au mépris de la dangerosité des lieux. Les entrées de ville devraient être mieux protégées car elles dénaturent le paysage suburbain ».

En conclusion :

« Sites & Monuments souhaite une protection optimale de l'environnement et du cadre de vie sur ce territoire ».

> Les différents sujets évoqués ont été traités dans les réponses aux précédents avis et aux questions de la commission d'enquête (Cf courrier du 9/05/2022).